



30 ans pour la solidarité internationale : une mobilisation continue !

RAPPORT ANNUEL 2024

Coordination SUD est la coordination nationale des ONG françaises de solidarité internationale (OSI).

Association loi 1901 fondée en 1994, Coordination SUD rassemble, aujourd'hui, 183 ONG, adhérentes directes ou au travers de six collectifs (CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire et Développement, CRID, FORIM, Groupe initiatives). Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, ces organisations mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de défense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Pour le secteur associatif de droit français de la solidarité internationale, Coordination SUD, avec ses organisations membres, assure quatre missions : la promotion et la défense d'un environnement favorable à l'action et l'expression des organisations de la société civile (OSC), l'appui et le renforcement de ces mêmes OSC, la construction et la représentation de positions communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde sur les politiques de solidarité internationale ; et enfin, la veille et la prospective sur la solidarité internationale et son secteur associatif, leurs évolutions et enjeux.

Coordination SUD, Rassembler et Agir pour la solidarité internationale

« Déchiffrer le monde réel en le dépouillant des visions et des valeurs dont la langue, toute langue, est porteuse, c'est en déranger l'ordre institué, en bouleverser les hiérarchies. »*

C'est aussi pourquoi Coordination SUD utilise l'écriture inclusive, à tout le moins non exclusive, pour l'ensemble de ses publications, tirée des orientations et principes suggérés par le Haut Conseil à l'égalité entre les femmes et les hommes (HCE) français.

Quelques petits changements d'habitude en plus de procédés de rédaction très simples et très concrets permettent de donner à écrire, lire, voir et comprendre le monde et les sociétés dans leur pluralité. Ainsi, cette publication repose sur :

- des formulations neutres (ex. présidence plutôt que président),
- des noms et adjectifs épicènes, (ex. responsable plutôt que chef),
- le dédoublement des mots (ex. citoyennes et citoyens) en respectant l'ordre alphabétique pour leur citation,
- l'accord de proximité avec le dernier nom, qu'il soit féminin ou masculin, singulier ou pluriel,
- un recours, si besoin est, au point médian.

Les visuels utilisés par Coordination SUD complètent cette expression inclusive évitant les stéréotypes de genre et bousculant nos réalités, et surtout leurs compréhensions.

* Annie Ernaux, Prix Nobel de Littérature 2022, Discours, Stockholm, 7 décembre 2022



30 ans pour la solidarité internationale : une mobilisation continue !

L'année 2024 a mis à l'épreuve notre capacité à défendre la solidarité internationale dans un contexte politique et médiatique défavorable. À la multiplication des conflits, à l'accélération des bouleversements géopolitiques et climatiques, se sont ajoutées des décisions politiques nationales qui menacent et fragilisent notre secteur : une coupe inédite de plus deux milliards d'euros dans l'Aide publique au développement, des attaques contre les libertés associatives, et une pression croissante sur le droit d'agir des ONG. Dans ce contexte de forte instabilité, Coordination SUD fait preuve de détermination, avec et pour ses 183 membres, pour alerter, dénoncer, mais aussi pour proposer et construire des réponses argumentées et concertées. Elle parle d'une voix indépendante et engagée, afin que la France et l'Europe contribuent à leur juste part à la solidarité et la coopération internationale, et soutiennent pleinement les sociétés civiles et leurs organisations.

Le pôle « Analyse et Plaidoyer » s'est mobilisé dès l'annonce des premières coupes budgétaires début 2024 et pendant les 6 mois de l'élaboration chaotique du PLF 2025. Coordination SUD a porté la voix des ONG auprès des parlementaires, des ministères, des médias et de l'opinion publique. Tribunes, conférences de presse, mobilisation citoyenne devant l'Assemblée nationale : le collectif a su donner de la visibilité aux conséquences concrètes de ces reculs budgétaires, tout en plaidant pour une réorientation ambitieuse, conforme à la loi de programmation sur le développement. À ces occasions, divers soutiens se sont manifestés et des alliances se sont renforcées, mais encore insuffisamment pour ré-inverser le cours des choses.

À l'échelle européenne, notre campagne à l'occasion des élections a permis de nouer des liens durables avec des personnes élues, leurs collaborateurs et collaboratrices clés, de faire émerger des engagements concrets de plusieurs partis et de renforcer notre place dans les dynamiques de CONCORD. Coordination SUD a continué à pleinement s'investir dans les espaces institutionnels comme le CNDSDI, le CESE ou le Groupe de Concertation Humanitaire, portant des messages exigeants sur les financements, le droit d'initiative, la diplomatie féministe et le respect du droit international humanitaire. Il a contribué aux actions du Mouvement associatif, notamment autour des libertés associatives en

plaidant au Comité des droits de l'Homme à Genève contre le contrat d'engagement républicain. Cette action multiscalaire témoigne de la force de notre collectif à articuler plaidoyer stratégique et interpellation directe, au service d'une solidarité plus inclusive et effective.

Le pôle « Appui et Renforcement des capacités » a également connu une dynamique remarquable. Le dispositif FRIO a soutenu 19 associations, avec une attention particulière portée aux organisations primo-accédantes et aux thématiques émergentes. Deux webinaires ont diffusé les apprentissages, dans une logique de mutualisation et d'amélioration continue. La formation a confirmé sa place centrale : 211 personnes formées, un taux de satisfaction de 4,7/5, des modules adaptés aux réalités du terrain et des besoins en évolution. À noter la mise à disposition de quatre modules de formation sur la Responsabilité environnementale et climatique des organisations. Les clubs métiers ont permis de faire émerger

des réponses collectives aux enjeux techniques, notamment autour du cadre OHADA. Ces actions, portées par une équipe renforcée, témoignent de l'engagement de Coordination SUD à faire progresser les pratiques des OSC dans un environnement de plus en plus exigeant.

L'ONGLAB a poursuivi son travail de veille et d'anticipation avec une étude participative sur la capacité d'action des ONG dans un monde multipolaire et un cycle d'ateliers

prospectifs sur les enjeux de l'intelligence artificielle. En identifiant les tensions à l'œuvre et en explorant des pistes d'adaptation, l'OngLAB permet à notre collectif de se projeter et d'innover.

La vie associative a connu un renouveau stimulant. Sept nouvelles associations ont rejoint notre collectif, témoignant de l'attractivité et du rôle structurant de Coordination SUD. L'année a aussi été marquée par la célébration de nos 30 ans, moment fort de reconnaissance, de mobilisation et de projection. Dans un contexte mouvant pour nos organisations, Coordination SUD est le point d'ancrage de nos revendications et le porte-voix de nos ambitions.

Merci à toutes et tous pour votre engagement, et à l'équipe du secrétariat exécutif pour son implication à défendre nos valeurs et notre projet commun.

OLIVIER BRUYERON

Président Coordination SUD

**DANS UN CONTEXTE
MOUVANT POUR NOS
ORGANISATIONS,
COORDINATION SUD EST
LE POINT D'ANCRAGE DE
NOS REVENDICATIONS
ET LE PORTE-VOIX DE
NOS AMBITIONS.**

SOMMAIRE

Coordination Sud
en dates

page 5

30 ANS AU SERVICE DE LA
SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

page 6

MANIFESTE DES 30 ANS

1. page 3

AVANT-PROPOS

Historique et mission	p. 8
Notre vision, nos valeurs et principes d'action	p. 9
Une éthique partagée, charte de Coordination SUD et ses membres	p. 10
Notre fonctionnement	p. 12
Nos 183 membres en chiffres en 2024	p. 14
Partenaires	p. 16
Réseaux d'appartenance	p. 17
Espaces de concertation et de dialogue	p. 18



© Bibliothèques sans frontières

2. page 19

NOS ACTIVITÉS EN 2024

Communiquer pour mieux mobiliser ! p. 20

1. NOTRE
VIE ASSOCIATIVE p. 222. QUELLE(S) PLACE(S)
& QUEL(S) ENJEU(X)
POUR LES ONG DEMAIN ? p. 243. APPUI ET RENFORCEMENT
DES ONG p. 264. CAHIER CENTRAL
DÉFENDRE LA SOLIDARITÉ
INTERNATIONALE ET REPENSER
LES NARRATIFS POUR RENOUVELER
NOS CAPACITÉS D'AGIR p. 315. MISSIONS MIXTES
APPUI & PLAIDOYER p. 35

6. PLAIDOYER p. 43



© Amrei Health Africa/Amari Photography

3. page 49

NOS FINANCES

Le mot de la trésorière	p. 50
Compte emplois ressources	p. 52
Bilan	p. 43
Compte de résultat	p. 54



© Entrepreneurs du Monde



© Gilles Oger - Action Education

4. page 56

ANNEXES

Annexe 1 : liste des membres
de Coordination SUD p. 57Annexe 2 :
sigles & abréviations p. 59



Dans ces contextes d'urgence humanitaire où l'accès à la connaissance est suspendu, les médiathèques "Ideas Box" de Bibliothèques sans frontières deviennent des lieux de refuge et de liberté pour toutes et tous. Elles sont l'occasion, par exemple, pour ces femmes de se retrouver et de continuer d'apprendre, camp de shamlapur, Cox's Bazar, Bangladesh, 2024.

1

AVANT- PROPOS

1. Historique et mission
2. Notre vision, nos valeurs et principes d'action
3. Une éthique partagée, charte de Coordination SUD et ses membres
4. Notre fonctionnement
5. Nos 183 membres en chiffres en 2024
6. Partenaires
7. Réseaux d'appartenance
8. Espaces de concertation et de dialogue

Coordination Sud en dates

JANVIER 2024

Atelier de l'ONGLAB sur la localisation de l'aide

Retour sur les constats précédents 2019-2020 et analyse des évolutions pour le secteur : comment appréhender la localisation de l'aide et le besoin de donner un leadership aux acteurs et actrices locales ?

> **APPUYER LES OSC DANS LEURS RÉFLEXIONS SUR LES ENJEUX DU SECTEUR**

JANVIER 2024

Formation sur la gestion financière et contractuelle AFD

Tenue de la formation sur la gestion financière et contractuelle d'un projet financé par l'AFD, l'une des formations de Coordination SUD les plus sollicitées chaque année.

> **FORMER LES OSC ET LES FAIRE MONTER EN COMPÉTENCE SUR DES SUJETS STRUCTURANTS**

FÉVRIER 2024

Tribune sur la coupe de 742 millions d'euros pour la solidarité internationale

Publication d'une tribune dans Le Monde signée par plus d'une centaine d'ONG membres de Coordination SUD en réaction à l'annonce d'une coupe budgétaire dans la solidarité internationale.

> **DÉFENDRE LES FINANCEMENTS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

MARS 2024

Participation de Coordination SUD au CNDI

Une occasion de dénoncer un changement de cap des pouvoirs publics sur les politiques de solidarité internationale et de demander une reprise de l'objectif fixé par la LOP DSLIM de 2021.

> **REFUSER L'INSTRUMENTALISATION DE L'AIDE ET SUIVRE LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOP DSLIM**

MAI 2024

Campagne pour les élections européennes de juin

Campagne pour les élections européennes et sollicitations d'engagements des partis politiques sur les sujets de solidarité internationale.

> **PLAIDER POUR UNE EUROPE DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

JUIN 2024

Atelier de l'ONGLAB sur l'utilisation de l'IA dans les organisations

Atelier pour étudier les perspectives ouvertes par l'utilisation de l'IA dans les organisations de solidarité internationale.

> **SOUTENIR L'ÉCHANGE ENTRE PAIRS**

JUIN 2024

Campagne pour les élections législatives en France

Diffusion d'une campagne sur les réseaux sociaux appelant les électeurs et électrices à se mobiliser et à voter en faveur des partis sensibles aux sujets de solidarité internationale.

> **REMETTRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE AU CŒUR DES PRÉOCCUPATIONS DE L'OPINION PUBLIQUE**

OCTOBRE 2024

Conférence de presse sur les coupes budgétaires françaises

Conférence de presse en réaction à l'annonce des coupes budgétaires françaises afin de sensibiliser les journalistes aux impacts de ces coupes.

> **SENSIBILISER LES MÉDIAS POUR METTRE EN LUMIÈRE LES ENJEUX DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

NOVEMBRE 2024

Manifestation contre les coupes du budget de l'APD

Organisation d'une manifestation devant l'Assemblée nationale rassemblant plus de 200 personnes. Démonstration de l'effet dominos des coupes en présence de plusieurs député·es de divers partis politiques.

> **DÉFENDRE LES BUDGETS ALLOUÉS À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE**

NOVEMBRE 2024

30 ans de Coordination SUD

Coordination SUD a célébré ses 30 ans au service de la solidarité internationale. Table-ronde, cocktail dinatoire, concert de l'artiste cubain Raúl Paz et set DJ ont complété cette journée festive.

> **FÉDÉRER LE COLLECTIF AUTOUR D'ENJEUX COMMUNS ET SE PROJETER ENSEMBLE.**

DÉCEMBRE 2024

Club métier gestion financière sur la réglementation OHADA

Dernière réunion de l'année 2024 du Club métier gestion financière consacrée à la mise en œuvre de la réglementation OHADA ainsi que son application aux évolutions du logiciel SAGA.

> **RENFORCER L'APPRENTISSAGE ET L'AMÉLIORATION CONTINUE VIA DES ÉCHANGES ENTRE PAIRS**

DÉCEMBRE 2024

Comité de décision FRIO

Dernier comité FRIO de l'année, permettant de faire le bilan des accompagnements menés en 2024 :

> 19 associations soutenues
> dont 5 associations primo-accédantes
> Subvention totale de 357 355 €, montant moyen de cofinancement 19 853 €

> **ACCOMPAGNER LES OSC DANS LA CONSTRUCTION DE RÉPONSES INSTITUTIONNELLES ET ORGANISATIONNELLES**

DÉCEMBRE 2024

Événement au parlement européen

Atelier de sensibilisation au Parlement européen pour mettre en lumière les priorités des ONG françaises sur les politiques européennes de développement.

> **RAPPELER L'IMPORTANCE D'UNE EUROPE DE LA SOLIDARITÉ**



Raúl Paz et ses musiciens en concert pour les 30 ans de Coordination SUD au Dock B à Pantin.

30 ans au service de la solidarité internationale

2024 aura marqué les esprits au sein de Coordination SUD. Dans un contexte mouvant sur fond de coupes budgétaires, de questionnements sur la localisation de l'aide et de l'émergence de nouveaux acteurs et actrices de la solidarité internationale, notre collectif a fêté ses 30 ans d'existence. Retour sur cette année-anniversaire.

Coordination SUD est née en 1994 de la volonté de collectifs de solidarité internationale de se rassembler pour faire entendre auprès des pouvoirs publics français une voix accordée et unifiée.

30 ans plus tard, le collectif est toujours là, uni face à l'adversité, renforcé et crédible auprès de ses cibles politiques. 2024 a donc été l'occasion de retracer certaines étapes marquantes de son histoire et d'y associer des témoignages de personnes qui ont suivi le parcours du collectif.

Dans sa lettre d'info Com' SUD, ont été détaillées quelques dates clés des années 2000 : la création de CONCORD (2003), de la commission genre (2006), du FRIO (2007), l'adoption de la LOP-DSI (2014), la création de la commission Jeunesse et solidarité internationale (2016), l'adoption de la Charte éthique (2019). La parole a aussi été donnée à diverses personnes pouvant apporter un témoignage de leur expérience au sein du collectif : Sébastien Radisson, ancien Coordinateur du CLONG Volontariat, Anne-Françoise Taisne, déléguée

générale du CFSI, Fanny Petitbon, Responsable plaidoyer chez Care France, Pierre Jacquemot, Président d'honneur du Groupe Initiatives, Manuele Derolez, ex-déléguée générale du CCFD Terre Solidaire.

CÉLÉBRER ENSEMBLE ET FÉDÉRER LE COLLECTIF

Point d'orgue des célébrations : le 28 novembre, Coordination SUD a rassemblé ses membres, partenaires, collègues et ami-es au Dock B de Pantin pour une conférence-débat intitulée : *Rassembler autour de la solidarité internationale : Construire de nouveaux récits pour produire de nouvelles capacités d'agir*. Acteurs et actrices du secteur ont débattu des façons novatrices de parler de solidarité internationale et de créer des partenariats décolonisés (voir cahier central), avant de céder le pupitre à Cécile Renouard, philosophe et co-fondatrice du Campus de la transition, pour un discours de clôture réaliste d'appel à l'action.

Un manifeste, acté et lu à plusieurs voix, a permis de renouveler l'engagement de Coordination SUD pour un monde plus juste et solidaire, son positionnement et ses principes d'action (voir texte ci-après).

Un chaleureux merci à l'artiste cubain Raúl Paz et à ses musiciens qui ont offert un concert rythmé et engagé pour mettre une ambiance festive, propice à se poursuivre tard dans la soirée sur la piste de danse.

En ponctuant ainsi l'année 2024 d'activités autour de ses 30 ans, Coordination SUD a réaffirmé sa raison d'être, sa vision pour le secteur, a fédéré ses organisations membres autour de ses missions, et affiché le caractère incontournable de faire collectif pour les années à venir.

MANIFESTE DES 30 ANS

Un engagement commun pour un monde plus juste et solidaire !

En 30 ans, Coordination SUD s'est imposée comme la voix collective des ONG françaises œuvrant pour la solidarité internationale. Notre collectif se déploie aujourd'hui grâce à 182 organisations qui rassemblent plus de 50 000 salarié·es, plus de 5 000 bénévoles, soutenues par des millions de donateurs et donatrices et mobilisant nos milliers de partenaires partout dans le monde. Notre mission est claire : défendre les droits fondamentaux en ne laissant personne de côté, renforcer les sociétés civiles et promouvoir un développement durable et solidaire. Qu'elles soient d'urgence ou de plus long terme, nos actions visent à accompagner des changements sociaux qui s'appuient sur la solidarité entre les peuples, la protection des biens communs et la prise en compte des limites planétaires pour promouvoir les droits et le bien-être de toutes et tous, partout et dans la durée.

TRENTE ANS D'ENGAGEMENTS ET D'ACTIONS

Nous, organisations membres de Coordination SUD, saluons le chemin que nous avons parcouru ensemble ces 30 dernières années. Depuis sa création, Coordination SUD a accompagné les associations dans leur professionnalisation et la structuration du secteur. Grâce à son rôle d'appui et de renforcement de capacités, plus de 200 organisations, collectifs et réseaux sont montées en compétence pour aller vers une approche par les droits et développer des projets innovants face aux nouveaux défis mondiaux.

Ensemble, nous avons contribué avec nos partenaires à tisser des coopérations dans les territoires fragiles au plus près des acteurs et actrices du changement. Nous avons œuvré à ce que les communautés et en particulier les femmes et les jeunes soient actrices dans nos projets et processus décisionnels. Nous avons essaimé des initiatives d'économie sociale et solidaire replaçant les personnes, le bien-être et le vivre-ensemble au cœur des enjeux de développement. Nous avons promu depuis des années l'agroécologie, le commerce équitable et la consommation responsable qui sont entrés dans le quotidien de beaucoup de nos concitoyennes et concitoyens. Face aux ravages de la pandémie du COVID, des crises et des conflits qui ont secoué le monde, nous nous sommes mobilisés pour faire respecter le droit international humanitaire et garantir l'accès

pour une aide impartiale aux populations civiles. Aux niveaux français, européen et mondial, nous avons plaidé pour une Aide Publique au Développement (APD) plus robuste, transparente, qualitative et alignée sur les priorités des populations. Ce plaidoyer s'est concrétisé en 2021 avec l'adoption de la loi de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales. À l'unanimité, l'Assemblée nationale s'est prononcée pour une politique de coopération internationale ambitieuse et féministe, reconnaissant le rôle de la société civile et son droit d'initiative pour y contribuer !

Ensemble, nous avons joué un rôle clé dans la mobilisation citoyenne autour de la solidarité internationale. Coordination SUD a fédéré la société civile lors de la COP21 et des suivantes pour agir contre le changement climatique. Face aux discours de stigmatisation et de repli sur soi, nous avons milité aux côtés des personnes qui devaient quitter leur pays pour défendre des conditions de migrations et d'accueil décentes. Chaque jour, en France, nous éduquons nos enfants, nos jeunes et de nombreux autres publics à la valeur de la citoyenneté mondiale et des solidarités pour nous ouvrir aux réalités du monde.

Face aux bouleversements du monde, nous interrogeons nos pratiques et tâchons d'évoluer pour tenir compte de leurs effets sur la solidarité internationale. Intelligence artificielle, décarbonation, luttes féministes et anti-racistes, multipolarisation du monde... L'ONGLAB de Coordination SUD nous permet d'analyser les évolutions du secteur pour repenser nos modèles et nos pratiques. En particulier, à rebours de la logique d'aide légitimement décriée par nos partenaires, nous soutenons et encourageons des formes de partenariats plus horizontaux et équilibrés. Ce travail s'effectue aussi auprès des bailleurs publics auprès desquels nous avons obtenu des financements directs pour les OSC de droit local, également la création d'un dispositif dédié aux organisations féministes locales via la création Fonds de Soutien aux Organisations Féministes (FSOF). Tel est également le sens de la création de FORUS, réseau des plateformes nationales, qui, sous notre impulsion, regroupe aujourd'hui 69 réseaux de la société civile pour la solidarité internationale afin d'agir collectivement sur la scène internationale. Face aux crises et aux interdépendances mondiales, la solidarité aussi doit se mondialiser.

30 ANS

Revivre la célébration des 30 ans en vidéo



AU SERVICE DE NOS VALEURS ET DES PRINCIPES DE LA SOLIDARITÉ

Dans un monde où les crises politiques, sociales et environnementales se superposent et s'accroissent, nous croyons au pouvoir d'une coopération internationale fondée sur la solidarité et des partenariats équitables. Une coopération qui invente des modèles d'action par et pour les populations, dans la reconnaissance des responsabilités collectives et différenciées. Une solidarité qui vise à la fin des inégalités mondiales et la réalisation des droits pour toutes et tous, partout, pour un monde juste, en paix, équitable et durable.

Justice, égalité et dignité humaine sont nos valeurs communes. Nous portons une vision du monde où chaque personne, quel que soit son lieu de naissance, a le droit de vivre dans un environnement sain, d'accéder à l'éducation, à la santé, à des conditions de vie décentes et à disposer librement de son corps. Nous promouvons la démocratie, la citoyenneté active, l'inclusion sociale, l'égalité de genre, l'accès et l'avancée des droits humains, la résilience des territoires et des communautés, la protection des écosystèmes ainsi que la justice climatique et fiscale. Ces préoccupations sont au cœur de notre engagement et nous guident dans la complémentarité de toutes nos initiatives.

DEMAIN, RÉAGIR À UNE SOLIDARITÉ EN DANGER

Le monde est aujourd'hui confronté à des défis sans précédent et sans frontières : multiplication inédite des conflits armés, changement climatique et destruction de la biodiversité, montée des autoritarismes et des fondamentalismes, inégalités croissantes, crises économiques et sanitaires, délitement de la gouvernance mondiale, recul des droits des femmes, des filles, des adolescentes, des minorités de genre et des populations LGBTQIA+... Ces défis sont exacerbés par des tensions géopolitiques majeures et la restriction des espaces civiques qui, en Europe et dans le monde, menace et instrumentalise les ONG.

Alors que les limites planétaires sont atteintes et que les interdépendances mondiales appellent à plus de solidarité internationale, les peuples et les communautés continuent d'être mis en concurrence. Et ceci par une mondialisation qui ne sait pas réguler ses excès, par les populismes qui soufflent sur les braises du repli nationaliste, par l'autoritarisme et les discriminations.

Face à cela, l'engagement citoyen, la solidarité, l'entraide et le vivre ensemble sont les seules réponses possibles et souhaitables face à ces défis, en France comme ailleurs. Ce sont les fondements de notre État social, de notre démocratie et pour faire société.

Heureusement, partout dans le monde, nous sommes témoins de résistances et d'initiatives

porteuses d'espérance ; nous coopérons déjà avec des hommes, des femmes, des jeunes et des enfants qui se mobilisent et portent en germe un monde plus juste et une planète vivable. Coordination SUD et ses membres doivent avec leurs partenaires cultiver sur ce terreau fertile. Nous ne pouvons plus nous limiter à pallier les manques des États, mais plutôt mener des partenariats vertueux entre les sociétés civiles, les États, les collectivités territoriales, le monde de la recherche et le secteur privé, au service de la mise en œuvre de politiques publiques garantes des biens communs et des droits.

Pour cela, nous nous mobilisons sans relâche et réaffirmons nos engagements afin de :

- Renouveler nos récits et modes d'action pour sensibiliser davantage nos concitoyennes et concitoyens aux valeurs et principes de la solidarité internationale face aux bouleversements mondiaux et aux tentatives de repli nationaliste. La mobilisation citoyenne est essentielle pour façonner une coopération horizontale au service de la paix et de la justice sociale et climatique.
- Obtenir un soutien accru, pérenne et inconditionnel pour agir tant sur le court que le long terme, sur les causes et les conséquences des crises mondiales. Nous le martelons depuis des années : des dispositifs de financement innovants pour agir auprès des populations victimes des injustices de la mondialisation et du libéralisme devraient être dédiés à la solidarité internationale.
- Faire reconnaître l'importance de sociétés civiles diverses et fortes, ainsi que l'indépendance des liens entre sociétés civiles vis-à-vis des relations d'État à État. La solidarité internationale et les partenariats entre les sociétés civiles sont d'autant plus indispensables quand la coopération entre États n'est plus possible.
- Garantir le respect et la promotion du droit international humanitaire et la protection des populations civiles, y compris des personnes les plus vulnérables et du personnel humanitaire. L'accès à l'aide humanitaire doit être assuré pour toutes les populations affectées par les crises et les conflits.
- Parvenir au plus vite à la réalisation des Objectifs de Développement Durable et de l'Accord de Paris. Faute d'ambition de la part de la communauté internationale, la trajectoire actuelle met en péril les conditions de vie de l'humanité, en particulier des populations les plus fragiles, des femmes, des plus jeunes et des aînés.

Ensemble, nous unissons nos voix et faisons grandir notre détermination collective afin de tacer les inégalités et bâtir un avenir commun où les droits humains, la justice sociale et la préservation d'une planète habitable sont au cœur de nos sociétés.



Participation des enfants à la Journée des droits de l'enfant 2024, dans le cadre du programme Mitsiry de l'association Un Enfant par la Main, dans la région de Sofia, au nord de Madagascar.

① Historique et mission

Fondée en 1994, Coordination SUD est la plateforme nationale des ONG françaises. Elle rassemble, en 2024, 183 organisations de solidarité internationale, dont une centaine via six collectifs : CLONG-Volontariat, Cnajep, Coordination Humanitaire & Développement (CHD), CRID, FORIM, Groupe *initiatives*.

Agissant avec et en faveur des populations les plus laissées pour compte, les organisations membres de Coordination SUD mènent des actions humanitaires d'urgence, de développement, de protection de l'environnement, de dé-

fense des droits humains, ou encore de plaidoyer et d'éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale.

Coordination SUD, avec l'appui de son réseau de membres, assure quatre missions principales :



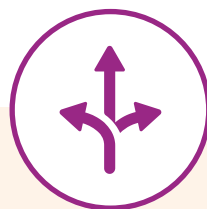
VEILLE ET PROSPECTIVE

du secteur de la solidarité internationale via son ONGLAB : publication et diffusion d'études, organisation de séminaires et ateliers, etc.



APPUI ET RENFORCEMENT

des ONG françaises : accompagnement organisationnel et institutionnel (FRIO), formations, échanges entre pairs via des clubs métiers, etc.



INFLUENCE

par la présentation et la promotion de positions et demandes communes auprès des institutions publiques et privées, en France, en Europe et dans le monde.



ENVIRONNEMENT FAVORABLE

pour promouvoir et défendre un environnement favorable à l'expression et à l'action des ONG françaises de solidarité internationale.

Plus de 30 ans d'activités et de plaidoyer font de Coordination SUD un élément de référence, aussi bien à travers ses expertises que par les réponses apportées aux besoins exprimés par ses organisations membres et aux sollicitations de ses organisations partenaires et interlocutrices. Au cœur de la structuration des associations de

solidarité internationale, Coordination SUD travaille selon le principe de subsidiarité. Ses activités d'analyse, de renforcement et de plaidoyer, si elles bénéficient en premier lieu à ses organisations membres, sont mises à la disposition de toutes et tous, et ce, bien au-delà du seul secteur de la solidarité internationale.

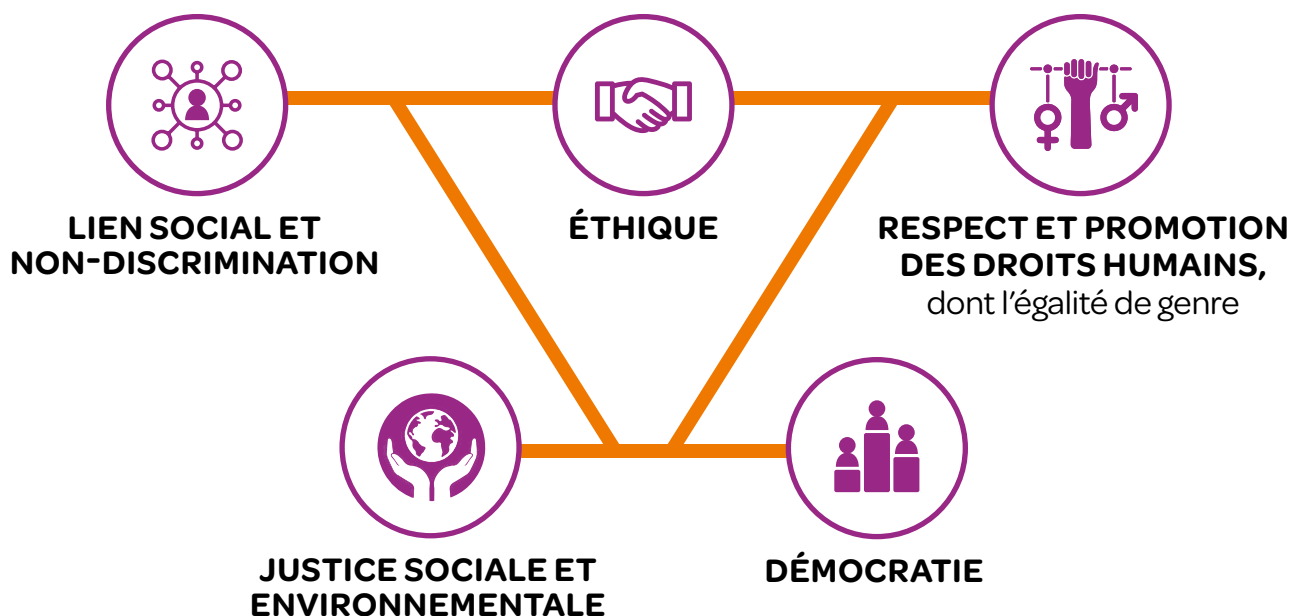
② Notre vision, nos valeurs et principes d'action

NOTRE VISION

Dans leur diversité, Coordination SUD et ses organisations membres agissent pour :

un monde où la participation de toutes et tous est mobilisée pour promouvoir une humanité sans pauvreté, sans inégalités et sans injustices ; un monde de solidarité et d'égalité où les droits humains et l'environnement sont respectés."

NOS VALEURS



NOS PRINCIPES D'ACTION

1 Un principe de représentation de la diversité des ONG françaises

Coordination SUD tire sa légitimité de ses organisations membres, ONG ou collectifs d'ONG, faisant d'elle le collectif le plus représentatif des organisations françaises de solidarité internationale. Elle s'emploie à représenter leur diversité et leur pluralité et s'appuie pour cela sur sa capacité à faire vivre le réseau et à mobiliser ses organisations membres. Rejointe par différentes ONG, Coordination SUD veille sans cesse aux équilibres et aux complémentarités. La valorisation de la diversité qui la compose est une richesse à laquelle Coordination SUD tient et sur laquelle elle s'appuie pour la mise en œuvre de son projet.

3 Un principe de redevabilité et d'apprentissage

Coordination SUD s'est lancée en 2024 dans la mise en place d'un Dispositif de Suivi, Évaluation, Apprentissage (DSEA) pour évaluer et rendre compte des impacts et des changements induits par ses actions et pour tirer les leçons des effets produits pour le secteur.

2 Un principe de subsidiarité

Coordination SUD fonctionne avec ses membres de manière à construire une action globale et cohérente. Elle joue ainsi un rôle de mise en relation de ses organisations membres, en favorisant la fluidité, la cohésion et la valorisation des effets des actions collectives. En externe, ce principe s'illustre par le développement de partenariats et d'alliances. L'échelle d'action de Coordination SUD est d'abord nationale et elle développe, autant que nécessaire, des alliances avec des acteurs et actrices ou des coalitions d'ONG de solidarité internationale, avec d'autres organisations actrices associatives, par exemple, au sein du Mouvement associatif, avec le secteur académique et les think tank, avec des organismes acteurs au service des ONG (prestataires, secteur bancaire, etc.). Aux niveaux européen et international, Coordination SUD agit aussi au sein des réseaux dont elle est membre : CONCORD Europe et Forus International.

③ Une éthique partagée, charte de Coordination SUD et ses membres

PRÉAMBULE

Coordination SUD et ses organisations membres partagent une éthique basée sur une vision et des principes communs. Elle constitue le fondement des rapports de confiance entre Coordination SUD et ses membres, et leurs parties prenantes.

VISION DE COORDINATION SUD

Dans leur diversité, Coordination SUD et ses organisations membres agissent pour :

« Un monde où la participation de tous et toutes est mobilisée pour promouvoir une humanité sans pauvreté, sans inégalités et sans injustices ; un monde de solidarité et d'égalité où les droits humains et l'environnement sont respectés. »

PRINCIPES ÉTHIQUES

Gouvernance et vie associative

Coordination SUD et ses organisations membres veillent à mettre en œuvre les meilleures pratiques en matière de gouvernance. Elles définissent un projet associatif, une mission, une organisation et un processus décisionnel clairs et cohérents. Elles appliquent les procédures dont elles se sont dotées en respect des valeurs des projets associatifs, en particulier de celui de Coordination SUD, dont elles se revendiquent. Elles veillent à ce que leurs activités y répondent et s'y conforment.

À cet effet, elles informent et forment leurs personnels, leurs volontaires et leurs bénévoles sur les conduites à tenir dans tous leurs champs d'implication.

Coordination SUD et ses membres associent à leurs réflexions et leurs activités les différentes parties prenantes, favorisant ainsi la construction collective.

Engagement citoyen

Coordination SUD et ses organisations membres œuvrent pour un cadre national et international favorable à la vie démocratique. Elles favorisent la participation citoyenne, ici et là-bas, et défendent la liberté d'association.

Elles s'assurent que leurs actions contribuent à promouvoir la solidarité internationale et l'engagement individuel et collectif de la société civile.

Respect des personnes

Coordination SUD et ses organisations membres s'engagent à garantir et promouvoir le principe d'humanité en toutes circonstances, dans l'esprit de la Déclaration universelle des droits de l'homme (Onu, 1948), de ses protocoles et conventions additionnels.

Elles luttent contre toutes les formes de domination et discrimination, ici et là-

bas, en leur sein et à l'extérieur. Elles mettent en place des procédures spécifiques pour prévenir et traiter les cas d'atteinte à l'intégrité physique et psychique des personnes, en particulier les violences sexistes et sexuelles. Ces procédures incluent la transparence sur les cas avérés, des mesures internes de sanction et le signalement à la justice¹.

Indépendance

Coordination SUD et ses organisations membres œuvrent pour l'intérêt général. Dans leur gouvernance et leurs actions, elles veillent à leur indépendance vis-à-vis des partis politiques, des institutions publiques et des intérêts privés, afin d'assurer le respect de leurs projets associatifs respectifs et de leur liberté d'initiative.

Financements

Coordination SUD et ses organisations membres se donnent les moyens d'être vigilantes quant à la provenance et à l'utilisation des fonds dont elles bénéficient. À cet égard, Coordination SUD et ses organisations membres veillent au respect des valeurs de leur projet associatif, en cohérence avec celles partagées collectivement.

Partenariat équitable

Coordination SUD et ses organisations membres s'assurent que leurs actions sont fondées sur des partenariats équitables, respectueux de la souveraineté de toutes les parties, au service d'un projet politique et social pour des sociétés inclusives. Elles agissent selon les principes de la subsidiarité. Les actions sont coconstruites. Les besoins locaux doivent être pris en compte, et leur inscription effective dans les politiques publiques doit être recherchée.

Ce principe de partenariat vise une coopération mutuellement bénéfique, qui repose sur une coresponsabilité pour garantir la pertinence et la pérennité des actions entreprises.

Amélioration continue

Coordination SUD et ses organisations membres cherchent continuellement à avoir un regard critique sur leurs propres pratiques à travers le suivi, l'évaluation et la capitalisation de leurs actions. Elles tirent parti des connaissances accumulées par elles-mêmes, leurs partenaires, leurs pairs ainsi que toute autre partie prenante, en vue de favoriser une démarche d'amélioration continue de leurs pratiques.

Coordination SUD et ses organisations membres partagent leurs connaissances et leurs expériences au sein du collectif qu'elles forment, ainsi qu'avec leurs parties prenantes, participant ainsi de l'enrichissement collectif des savoirs.

Transparence et redevabilité

Coordination SUD et ses organisations membres agissent avec transparence dans le partage d'information sur leurs activités. Elles mettent à disposition des parties prenantes des informations détaillées et compréhensibles, démontrant qu'elles agissent de manière responsable et cohérente sur les plans éthique, humain, social, environnemental, économique et financier.

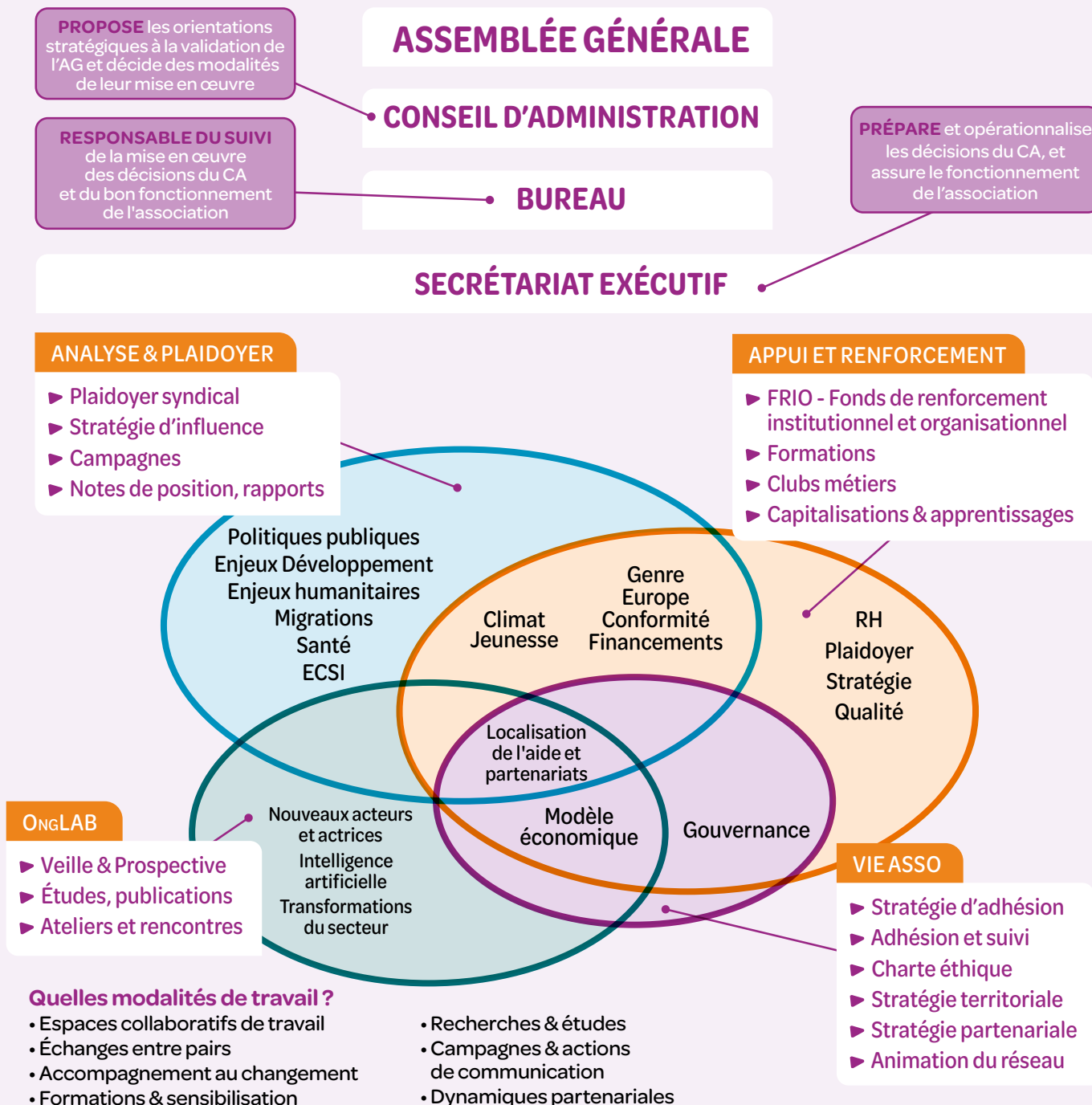
CONCLUSION

Coordination SUD et ses organisations membres sont signataires de la présente charte Une éthique partagée. Elles garantissent sa mise en œuvre en leur sein. Elles rendent compte, par des mécanismes adaptés, du respect et du suivi de cette charte éthique.

*Texte adopté le 20 juin 2019
en assemblée générale.*

¹ Les organisations signataires de la charte mettront en œuvre tous ces principes selon les éléments d'interprétation établis dans le document présentant les outils de suivi et d'accompagnement.

NOTRE MODE DE GOUVERNANCE AU 31 MARS 2025



Quelles expertises impliquées et garantes de la qualité et représentativité des activités menées ?

- **Comité d'orientation stratégique (COS)** : valide les orientations et choisit les sujets d'études de l'ONGLAB
- **Comité de décision FRIO** : valide et suit les accompagnements du FRIO
- **Référence CA** : fait le lien entre les espaces collectifs de travail et le CA
- **Chef-fe de file** : co-anime avec la référence CA et l'équipe du secrétariat exécutif les différents espaces de travail
- **Expert-es** : désigné-es par leurs organisations, elles et ils intègrent les espaces de travail de Coordination SUD et contribuent aux travaux du collectif pour élaborer des positions communes
- **COPIL ad hoc** pour les différentes études menées

Autres fonctions

Direction : La direction garantit le fonctionnement de l'association conformément à la planification stratégique *En route vers 2030*, conduit et supervise l'ensemble de l'équipe et des activités.

Administration / Finances : Le rôle du pôle administration et finances est de gérer les ressources financières et humaines de l'association.

Communication : Le pôle communication rend lisibles et visibles les actions du collectif et les activités menées au sein de ses différents pôles.

④ Fonctionnement

NOTRE CONSEIL D'ADMINISTRATION AU 31 DÉCEMBRE 2024



PRÉSIDENT
Olivier Bruyeron
Gret, responsable
des partenariats et
des projets innovants



VICE-PRÉSIDENTE
Anouchka Finker
La Chaîne de l'espoir,
directrice générale



VICE-PRÉSIDENT
Kévin Goldberg
Solidarités International,
directeur général



VICE-PRÉSIDENTE
Inès Minin
CCFD Terre Solidaire,
Déléguée générale



TRÉSORIÈRE
Catherine Giboin
Fondation Médecins
du Monde, vice-présidente



SECRÉTAIRE GÉNÉRAL
Emmanuel Poilane
CRID, administrateur



ADMINISTRATEUR
Mehdi Achour
ActionAid France,
directeur général



ADMINISTRATRICE
Aïcha Koraïchi
Action Contre la Faim,
présidente



ADMINISTRATEUR
Frédéric Apollin
AVSF, directeur général



ADMINISTRATRICE
Alexia Tafanelli
CHD, directrice



ADMINISTRATRICE
Rachel Chambolle
CLONG-Volontariat,
coordinatrice



ADMINISTRATRICE
Elora Hervé
CNAJEP, responsable
des programmes
internationaux/Fédération
Léo Lagrange



ADMINISTRATEUR
Alioune Sy
COSIM Nouvelle Aquitaine,
président



ADMINISTRATEUR
Alexandre Anjuere
Électriciens sans
frontières, délégué général



ADMINISTRATEUR
Nicolas Laurent
Forum,
directeur exécutif



ADMINISTRATRICE
**Marie-Noëlle
Reboulet**
Groupe *Initiatives*,
présidente



ADMINISTRATRICE
Anne Héry
Handicap International,
directrice du plaidoyer



ADMINISTRATRICE
Yolaine Guérif
Partage, directrice
générale



ADMINISTRATEUR
Thierry Mauricet
Première Urgence
Internationale,
directeur général



ADMINISTRATEUR
Alexandre Engelhorn
Secours populaire
français, directeur adjoint



ADMINISTRATRICE
Maud Lhuillier
Un enfant par la main,
directrice

NOTRE ÉQUIPE SALARIÉE AU 31 MARS 2025



DIRECTEUR EXÉCUTIF
Jérôme Fauré



RESPONSABLE
COMMUNICATION
& ÉDITORIAL
Marie-Pierre Liénard



COORDINATRICE
ACTIVITÉS ANALYSE
ET PLAIDOYER
Élodie Barralon



COORDINATRICE
DES ACTIVITÉS APPUI
ET RENFORCEMENT
Leslie Sobaga



DIRECTEUR EXÉCUTIF
ADJOINT
Matthieu Moriametz



RESPONSABLE
ADMINISTRATIF
ET FINANCIER
**Pierre-Nicolas
Antoniw**



CHARGÉE DE MISSION
COMMUNICATION
DIGITALE
Maud Coquet



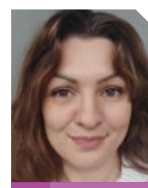
CHARGÉE DE MISSION
ENJEUX HUMAINITAIRES
& LBC-FT
Marie Berra



CHARGÉE DE MISSION
FRIO & RH
Stéphanie Delépine



CHARGÉE D'ÉTUDE
ET ANALYSE ONGLAB
Anna Diaz



CHARGÉE D'APPUI RH,
COMPTABLE
ET ADMINISTRATIF
Lisa-Marie Réa



CHARGÉ DE MISSION
ENJEUX DÉVELOPPEMENT &
ENVIRONNEMENT FAVORABLE
Martin Kemp



CHARGÉE DE MISSION
FORMATION
**Liza Gatineau
Radelli**



CHARGÉ DE MISSION
POLITIQUES PUBLIQUES
ET APD
Corentin Martiniault



CHARGÉE DE MISSION
FORMATION
SUR MESURE
Kamar Gharbi



CHARGÉ DE MISSION
ENJEUX EUROPE
Nicolas Paris



CHARGÉE DE MISSION
ACCÈS AUX FINANCEMENTS
ET GESTION FINANCIÈRE
Jessica Narvaez



CHARGÉE DE MISSION ENJEUX
GENRE & ENVIRONNEMENT
FAVORABLE
Mélanie Pelascini



CHARGÉE DE
MISSION
FRIO ET QUALITÉ
Anaïs Tamani

En 2024, ont également participé à la vie du collectif : Diary Ba, chargée de mission Gestion financière et accès aux financements, Pierre Heurtier, chargé de mission Appui, Nathalie Bruyère, assistante de mission Plaidoyer, Ludovic Djomatin, chargé de mission communication digitale, Roxane Grisard, chargée de mission analyse et plaidoyer et Vincent Pradier, chargé d'étude et d'analyse pour l'ONGLAB.

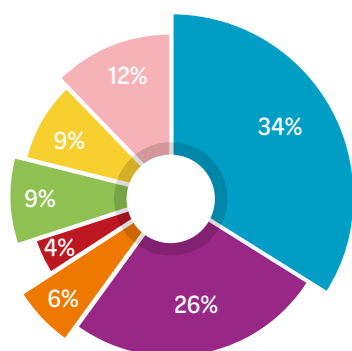


Camp de réfugiés syriens Abu Ibrahim, Adèle Exarchopoulos prêtant main forte à l'équipe de bénévoles de LIFE ONG, Liban, janvier 2024.

⑤ Nos 183 membres en chiffres en 2024

Pour répondre à ses missions, Coordination SUD s'appuie sur ses membres, ONG et collectifs représentatifs d'une société civile engagée pour la solidarité internationale.

MODALITÉS D'ADHÉSION



- 62 Adhérents directs
- 48 CHD
- 22 FORIM
- 17 CRID
- 16 GROUPE INITIATIVES
- 11 CLONG
- 7 CNAJEP

TYPE D'ACTIONS DES ORGANISATIONS MEMBRES

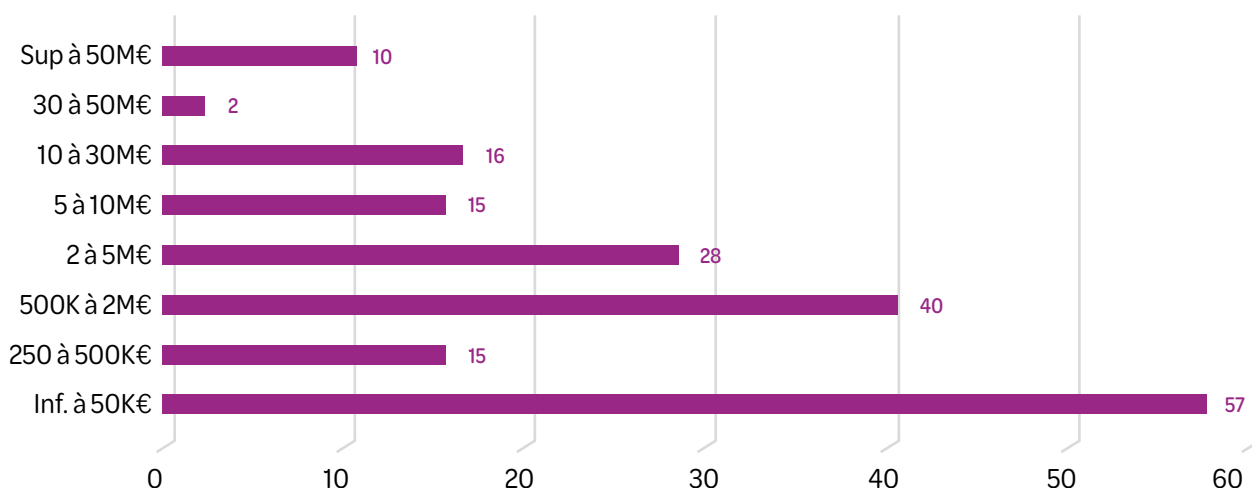


- 113 Développement / Services de base
- 22 Financement
- 38 Humanitaire / Urgence
- 55 Plaidoyer
- 102 Renforcement de la société civile
- 17 Veille politique

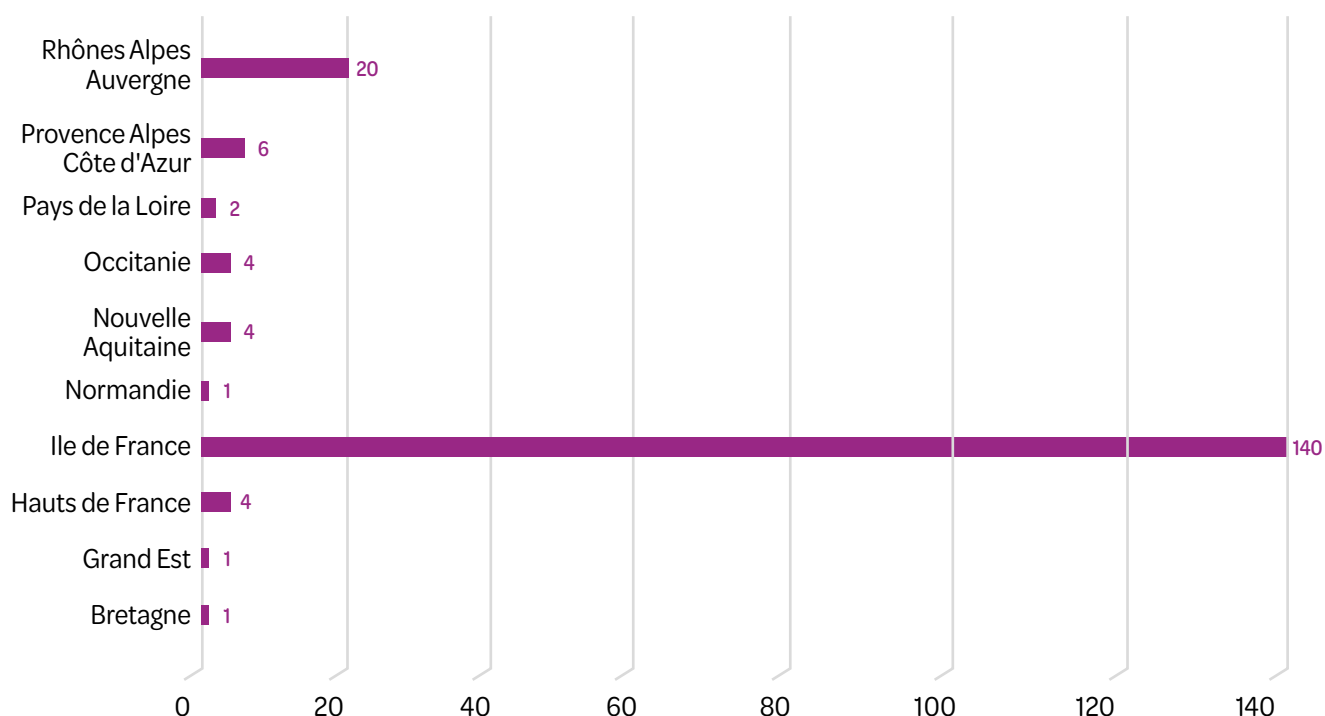


Atelier sur la participation citoyenne ciblant des structures de la société civile organisé par ID - Initiative Développement à Owando dans le cadre du programme Villes Résilientes au Congo Brazzaville, 2024.

BUDGET DÉDIÉ À LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE



LOCALISATION DES ORGANISATIONS MEMBRES PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE



⑥ Partenaires

© Coordination SUD



Signature le 4 mars d'une convention de partenariat avec International Rescue Committee, en présence d'Harlem Désir, Vice-Président pour l'Europe.



La Coalition eau est un regroupement de 32 ONG françaises

engagées dans la promotion d'un accès durable à l'eau potable et à l'assainissement pour toutes et tous, tout en préservant les ressources en eau.

>>> coalition-eau.org



La Coalition éducation rassemble 19 organisations. Elle revendique le droit à l'éducation inclusive de qualité pour toutes et tous, et notamment pour les plus vulnérables, et affirme que la solidarité internationale est nécessaire pour mener ce combat.

>>> coalition-education.fr



La Croix-Rouge française, ce sont plus de 70 000 bénévoles et 17 000 personnes salariées en France. Auxiliaire des pouvoirs publics dans ses missions humanitaires, la Croix-Rouge française mène un combat de tous les instants pour soulager la souffrance humaine.

>>> croix-rouge.fr



Evaluer • Echanger • Eclairer

Le **F3E** rassemble plus de 100 organisations de la coopération et de la solidarité internationale en France. C'est une organisation essentielle pour l'évaluation et l'observation des pratiques du secteur de la solidarité internationale et de la coopération décentralisée.

>>> f3e.asso.fr



Le Festival des solidarités

est un rendez-vous international pour promouvoir et célébrer une solidarité ouverte au monde et aux autres. Plus de 4 400 animations conviviales et engagées sont organisées pour donner aux publics de tous âges l'envie d'agir pour un monde juste, solidaire et durable. Le projet est porté par le CRID, collectif membre de Coordination SUD.

>>> festivaldessolidarites.org



Le Groupe Enfance de la Coordination Humanitaire et Développement

est un regroupement de 18 ONG dédiées à la défense et à la promotion des droits de l'enfant. Le groupe agit pour une réelle effectivité des droits de l'enfant dans le monde, et en particulier dans les pays partenaires de l'aide au développement et de l'aide humanitaire de la France.

>>> groupe-enfance.org



ONE est un mouvement mondial qui fait campagne pour en finir avec l'extrême pauvreté et les maladies évitables d'ici 2030, afin que chacune

et chacun, partout dans le monde, puissent mener une vie digne et pleine de possibilités.

>>> one.org



Le Réseau Action Climat fédère

27 associations engagées dans la lutte contre le dérèglement climatique et pour une transition écologique, solidaire et équitable.

>>> reseauactionclimat.org



Save the Children Grâce à son travail dans 113 pays,

Save The Children donne la priorité aux enfants les plus démunis et marginalisés, en les aidant à survivre, à apprendre et à réaliser leur plein potentiel.

>>> savethechildren.net



En 2024, l'**International Rescue Committee (IRC)** a signé avec Coordination SUD une convention de partenariat. L'IRC aide

les populations affectées par les crises humanitaires – y compris les crises climatiques – à survivre, à se rétablir et à reconstruire leur vie.

>>> rescue.org



Les 18 et 19 septembre, CONCORD a organisé la huitième édition de son Learning and Exchange Forum à Bruxelles. Plus de 40 représentant-es d'organisations membres ont participé à cet événement.

⑦ Réseaux d'appartenance



Fondée en 2009, **l'Alliance des avocats pour les droits de l'homme (AADH)** coordonne un soutien juridique neutre, gratuit et confidentiel auprès des organismes, associations et institutions dédiés à la protection des droits humains et de l'environnement. Plus de 26 000 avocates et avocats bénévoles proposent leurs compétences à plus de 250 ONG.

>>> aadh.fr



Instance de représentation politique du secteur associatif français, **Le Mouvement associatif** représente 700 000 associations (une sur deux) à travers ses organisations membres, réparties en quatre composantes : coordinations, groupements, collectifs d'expertes et experts et mouvements associatifs régionaux. Il est présent dans treize régions françaises.

>>> lemouvementassociatif.org



CONCORD, la Confédération européenne des ONG de solidarité internationale et développement durable, est composée de 58 organisations membres représentant au total plus de 2 600 ONG soutenues par des millions de citoyennes et citoyens à travers l'Europe.

>>> concordeurope.org



Forus est un réseau international innovant pour une société civile actrice d'un véritable changement social qui regroupe 72 plateformes nationales d'ONG et sept coalitions régionales d'Afrique, d'Amérique, d'Asie, d'Europe et du Pacifique, représentant plus de 22 000 organisations au total.

>>> forus-international.org



Olivier Bruyeron et Cécile Duflot à la session plénière du CNDSI du 7 mars 2024 présidée par Stéphane Séjourné.

⑧ Espaces de concertation et de dialogue

Conseil Économique, Social, et Environnemental (CESE)

Le CESE est l'assemblée consultative française qui rassemble les représentant-es de la société civile et produit des recommandations aux pouvoirs publics. Coordination SUD y est représentée depuis 2021 par Jean-Marc Boivin, Président du groupe des associations au sein de l'institution, notamment membre de la commission des affaires européennes et internationales.

Après l'avis « [Développement solidaire et lutte contre les inégalités mondiales : se donner les moyens d'agir](#) » de 2023, le CESE a en 2024 adopté à l'unanimité l'avis « Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique » qui préconise des pistes d'amélioration pour sécuriser et augmenter le financement des associations. Soutenu par le Mouvement Associatif, ce travail a fait l'objet d'une large consultation d'associations à laquelle les membres et représentant-es de Coordination SUD ont été associé-es. Coordination SUD partage ses recommandations et poursuit leur portage auprès des pouvoirs publics, notamment sur le respect du droit d'initiative des associations, l'abrogation du contrat d'engagement républicain et la hausse des financements dédiés aux associations.

POUR ALLER PLUS LOIN



[Renforcer le financement des associations : une urgence démocratique : le CESE a adopté l'avis | Le Conseil économique social et environnemental](#)

Conseil national pour le développement et la solidarité internationale (CNDSI)

Olivier Bruyeron, Président de Coordination SUD, est membre du CNDSI et préside le collège des associations de solidarité internationale.

L'année 2024 a été marquée par la première évaluation externe du CNDSI et la fin de la mandature (2022-2024). Olivier Bruyeron, en sa qualité de Président de Coordination SUD, a été renouvelé pour la nouvelle mandature (2025-2027).

Les ONG étaient particulièrement investies avec la co-présidence d'un groupe de travail sur la participation des jeunes à la solidarité internationale (co-présidé par Michelle Perrot, Plan international) et d'un second sur les contrats de développement et de désendettement (co-présidé par Inès Minin, CCFD-Terre Solidaire).

POUR ALLER PLUS LOIN



> [Compte-rendu de la plénière du CNDSI du 7 mars 2024](#)
> [Compte-rendu de la plénière du CNDSI du 18 juin 2024](#)

Groupe de Concertation Humanitaire (GCH)

Le Groupe de Concertation Humanitaire (GCH), piloté par le Centre de Crise et de Soutien (CDCS), est un espace de dialogue réunissant ONG humanitaires françaises, personnalités qualifiées et services du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères. Coordination SUD y participe systématiquement pour suivre les dossiers humanitaires majeurs et relayer les positions du Collectif, notamment celles élaborées par l'ECT enjeux humanitaires.

En 2024, le GCH s'est réuni à deux reprises, en mai pour aborder les questions programmatiques ainsi que les priorités stratégiques françaises. 2024 a marqué un renouvellement de cette instance avec un resserrement des membres autour de la direction des organisations avec désormais uniquement 15 organisations conviées. La réunion de novembre a été la première sur ce nouveau format qui a favorisé les échanges directs et permis d'aborder la programmation 2025, les crises ainsi que les engagements de la France à l'égard du Droit International Humanitaire.

Fanizo Simenti, agent de santé communautaire, parcourt près de 40 kilomètres à vélo plusieurs fois par semaine pour fournir des services de santé essentiels aux mères et aux enfants de sa localité du district de Kasungu, au Malawi, Amref Health Africa.



2

NOS ACTIVITÉS EN 2024





© Plan International

Grâce à des ateliers, des réunions et des sessions de formation animés par des projets de Plan International, Darleyn a découvert des outils qui l'ont aidée à faire entendre sa voix. Aujourd'hui, elle s'efforce d'inciter d'autres femmes de sa communauté à rejoindre le mouvement en faveur de l'égalité des sexes, La Paz, Bolivie, 2024.



Communiquer pour mieux mobiliser !

En 2024, la communication de Coordination SUD a fait preuve d'adaptabilité au contexte mouvant du secteur, axant son activité sur deux chantiers principaux : la communication d'influence en réponse aux coupes budgétaires et la célébration des 30 ans du collectif.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Fédérer les membres de Coordination SUD autour d'événements-clés pour le collectif.

Fin d'année 2023, l'annonce de coupes budgétaires drastiques au PLF 2024 pour l'aide publique au développement a acté un désengagement de l'Exécutif en matière de lutte contre le changement climatique, les inégalités et la pauvreté mondiale dans un contexte de multiplication des crises.

Par conséquent, le pôle communication a servi un plaidoyer fort du collectif pour dénoncer des choix politiques contraires à l'ambition de la loi d'août 2021. Outre des prises de parole médiatiques (AFP, Le Monde, Libération, Radio France, RFI, Nouvel Obs, Challenges...), Coordination SUD a monté une campagne réseaux sociaux #StopàlabaisseAPD, composée de visuels et slogans impactants pour dénoncer les conséquences de ces décisions. Cette campagne s'est transfor-

mée en appel à un vote solidaire #VotonsSolidarité, suite à la dissolution de l'Assemblée nationale. Une campagne menée en écho à celle sur les enjeux politiques des élections européennes de juin.

La campagne initiale #StopàlabaisseAPD a repris au mois d'octobre à la publication des prévisions du PLF 2025. Point d'orgue de la riposte du collectif : l'organisation d'une manifestation le 19 novembre devant l'Assemblée nationale rassemblant plus de 200 personnes, et dont la presse a pu se faire l'écho. La mobilisation s'est poursuivie jusque fin 2024.

Le point positif de cette année en demi-teinte : le renforcement d'une communication d'influence axée médias et des liens renforcés entre organisations membres autour d'un objectif commun.

LES CHIFFRES CLÉS DE LA COM' EN 2024

 **64 119 abonné-es** à la page
LinkedIn de Coordination SUD
(+11% par rapport à 2023)

 **22 500 abonné-es**
au compte X

 **3 057 heures** de
mobilisation des ONG
(femmes : 1780 / hommes : 1277)

183 organisations
membres

58 groupes, 168 contenus
publiés, 2292 utilisateurs
et utilisatrices enregistrées

18 880 abonné-es
à l'alerte emploi

10 720 abonné-es
au Point Info

Ce sentiment d'appartenance s'est confirmé en fin d'année à l'occasion de la célébration des 30 ans du collectif. Le pôle communication a contribué, à côté du pôle Vie asso, à faire de la soirée du 28 novembre 2024, un événement fédérateur, alimentant la fierté d'appartenir à un collectif dynamique et déterminé.

Grâce à la reprise du Club-métier des communicant-es des organisations membres, des enjeux propres à cette fonction ont été abordés. En matière d'appui et de renforcement, la mise en œuvre du plan de com pour le FRIO s'est poursuivie avec la publication d'une nouvelle brochure et de témoignages. Deux logos et de nombreux pictogrammes ont été créés pour les formations et les clubs-métiers de Coordination SUD afin de définir pour ces deux modalités d'accompagnement des identités de marque propres.

Enfin, le pôle communication a soutenu les ateliers proposés par l'ONGLAB sur la localisation de l'aide et l'Intelligence artificielle. Elle intègre d'ailleurs le cycle de webinaires sur l'IA en y consacrant l'une de ses réunions du club-métier COM prévue début 2025.

NOS PRINCIPALES PUBLICATIONS EN 2024



Trajectoire des financements transitant par les OSC et droit d'initiative - Union européenne



Financer les organisations féministes locales : Un combat européen



Une Union européenne crédible sur la scène internationale : Ressources additionnelles pour la solidarité internationale



Préserver la solidarité internationale et financer l'aide publique au développement



Agir pour la solidarité internationale : le rôle des parlementaires



Précis de solidarité internationale pour les membres du Parlement européen : Défendre un modèle de développement juste et durable porté par l'UE



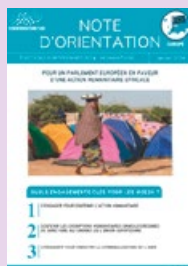
Réguler les filières et les échanges commerciaux pour des systèmes alimentaires durables et équitables



Notes de SUD #37 | Les effets socio-économiques de l'agroécologie



Pour un financement européen des organisations féministes



Pour un parlement européen en faveur d'une action humanitaire efficace



Pour lutter contre les risques d'instrumentalisation de l'aide publique au développement



Pour des financements européens suffisants et adaptés aux besoins des populations les plus vulnérables

Retrouvez l'ensemble de nos publications et collections sur notre web :

www.coordinationsud.org/publications

Notre **VIE** **ASSOCIATIVE**

Cécile Renouard, philosophe française, présidente-cofondatrice du Campus de la Transition a délivré le discours de clôture de la conférence-débat des 30 ans de Coordination SUD, 28 novembre 2024 à Paris.



Table-ronde Quelles capacités d'agir pour les ONG occidentales dans un monde multipolaire ? à l'Assemblée générale de Coordination SUD en présence de Véronique de Geoffroy - Groupe URD, Pierre Micheletti - Action Contre la Faim, Thierry Mauricet - Première Urgence Internationale, Philippe Jahshan - AFD, 20 juin 2024 à Paris.



Une vie associative dynamique pour un collectif toujours plus représentatif !

En 2024, Coordination SUD a renforcé sa diversité, engagé un travail de fond sur sa stratégie d'adhésion et mobilisé ses membres autour de ses 30 ans et d'une réflexion stratégique ambitieuse.

L'année 2024 marque une nouvelle étape dans la vitalité du collectif Coordination SUD. Plusieurs organisations ont rejoint ses rangs, parmi lesquelles : AIME, Helen Keller Europe, Par le Monde, Sourires d'Enfant, Bibliothèques Sans Frontières et Les Puits du Désert. Ces adhésions, validées par le Conseil d'administration après examen de la commission Vie associative, illustrent l'attractivité croissante de Coordination SUD pour des structures diverses tant par leur taille que par leurs domaines d'intervention. Si certaines quittent ponctuellement le collectif, notamment pour raisons financières, elles sont, chaque année, plus nombreuses à souhaiter y adhérer, témoignant de la pertinence et de la légitimité du collectif. Fin 2024, Coordination SUD rassemblait 183 membres, dont la majorité sont de petites ou moyennes associations engagées sur tous les terrains de la solidarité internationale.

Le 20 juin, l'Assemblée générale (AG) s'est tenue à La Fabrique à Paris. Ce moment fort de la vie démocratique de Coordination SUD a permis de valider les rapports d'activité et financier, de renouveler la composition du Conseil d'administration (CA), de renforcer la dynamique de participation, et de lancer les grandes orientations de l'événement anniversaire des 30 ans. En parallèle, lors de l'AG, les membres ont pu débattre autour de l'étude prospective lancée par l'ONGLAB sur les capacités d'agir des ONG dans un monde en recomposition géopolitique. Cette initiative est

venue interroger la place des OSC dans un monde multipolaire, les incertitudes qui pèsent sur leurs actions, et les transformations nécessaires de leurs pratiques.

Point d'orgue de la vie associative de Coordination SUD, la célébration des 30 ans du collectif le 28 novembre 2024. Ce temps de rencontre a proposé une table ronde d'expertes et d'experts de haut niveau, une soirée festive, ainsi qu'un manifeste (voir pages 6 - 7) rappelant les valeurs fondatrices du collectif.

Enfin, cette année a vu le lancement d'un travail structurant autour de la stratégie d'adhésion à Coordination SUD. Jusqu'ici réactive, la politique d'adhésion appelle désormais une clarification politique sur les objectifs de représentativité du collectif, les ambitions à se donner, les critères d'éthique et de diversité des structures associatives, ainsi que les modalités d'intégration des membres. À partir de ces constats, des termes de référence ont été élaborés pour recruter une consultance en 2025. Elle accompagnera la commission Vie associative dans la co-construction d'une stratégie cohérente, inclusive et alignée avec les orientations 2023-2028 du collectif. Ce travail structurant alimentera la réflexion sur l'identité et le devenir de la plateforme dans un contexte tourmenté, visera à mieux intégrer les futurs membres, à valoriser la diversité associative du secteur, et à consolider les fondements démocratiques de la gouvernance de Coordination SUD.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Co-construire une stratégie d'adhésion cohérente, inclusive et alignée avec les orientations 2023-2028 du collectif.

2

Quelle(s) place(s) & quel(s) enjeu(x) **POUR LES ONG** **DEMAIN ?**

En République
Démocratique du Congo,
Électriciens sans frontières
produit de l'énergie avec
un impact très limité sur
l'environnement grâce
à l'énergie solaire qui
permet : l'électrification
du centre d'accueil de
l'orphelinat et la mise
en place d'une solution
électrique pour le
nettoyage et le séchage
du linge de l'orphelinat
permettant de limiter des
risques sanitaires liés aux
parasites. Quatre stagiaires
sont formés à la bonne
gestion et à la maintenance
des installations.





Atelier d'introduction à l'IA organisé par l'ONGLAB avec Arnaud Cliquennois, expert en intelligence artificielle, le 17 juin 2024 à Paris.

© Coordination SUD



ONGLAB : comprendre et accompagner l'évolution des ONG vers le monde de demain

L'ONGLAB est un espace de recherche, d'identification de sujets clés, de centralisation et de production de savoirs pour mieux appréhender les évolutions du secteur de la solidarité internationale.

Fidèle à sa mission de décryptage des évolutions à l'œuvre dans le secteur de la solidarité internationale, l'ONGLAB a lancé en 2024 une nouvelle étude intitulée « *Quelle(s) capacité(s) d'agir pour les ONG occidentales dans un monde qui se 'multipolarise' ?* ».

Née du constat initial de la transformation du contexte d'intervention des acteurs et actrices de la solidarité internationale, cette étude interroge le positionnement des ONG françaises et s'intéresse aux effets des dynamiques mondiales sur leurs pratiques actuelles et potentielles. Elle permettra d'analyser les remises en causes principales qui bousculent les ONG françaises et leur capacité de réponse. Partant des situations qui bouleversent la place et les activités des ONG, l'étude analyse les facteurs et les manifestations concrètes de ces évolutions, ainsi que les stratégies d'adaptation mises en place en réponse à ces nouveaux contextes. L'étude fut lancée lors de l'Assemblée générale de juin autour d'une table-ronde sur la localisation de l'aide, qui suscita un grand intérêt des organisations membres.

L'ONGLAB a d'ailleurs privilégié une approche participative pour mener à bien cette étude, mobilisant directement les témoignages et réflexions

des ONG françaises pour construire son analyse. Ainsi, plus de soixante d'entre elles ainsi qu'un échantillon de dix-sept OSC nationales et locales ont répondu à notre enquête ; et une vingtaine d'ONG a participé à des ateliers et focus groups.

Cette étude, toujours en cours, entend produire une analyse actuelle et prospective des réponses des ONG face aux remises en cause enchevêtrées auxquelles elles font face. Ses résultats fourniront des clés de compréhension des évolutions possibles du secteur des ONG et de leur capacité de résilience.

ACCÉLÉRER LA PRISE EN COMPTE DE L'IA PAR LES ONG

L'année 2024 a également été l'occasion de débiter une réflexion collective sur l'utilisation de l'intelligence artificielle par les ONG. Face à un intérêt croissant pour cette innovation technologique, présumant une capacité de révolutionner le travail et des changements structurels pour les organisations, L'ONGLAB a ouvert un cycle d'ateliers interrogeant l'IA. Des temps d'échanges entre ONG et professionnel·les externes au secteur décryptent la plus-value et les défis de l'IA.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Décrypter les potentialités de l'IA pour le secteur et envisager des pistes d'innovations technologiques pour le collectif.

3

APPUI ET RENFORCEMENT des ONG

À Korhogo, en Côte d'Ivoire, 120 jeunes tracent leur propre chemin dans le cadre du programme *Jeunes Actrices de leur Avenir* d'Asmae - Association Soeur Emmanuelle. Formés à des métiers qu'ils ont choisis, ils renforcent aussi leur confiance en eux et leurs compétences de vie à travers des séances de sensibilisation.





© Itee noy – Shutterstock



Le FRIO, levier d'innovation pour soutenir les OSC là où les défis émergent, à la croisée des transitions !

Le FRIO renforce son soutien aux OSC sur les thématiques transversales telles que les partenariats, le climat, l'égalité de genre, les droits humains, en accord avec son engagement pour une coopération internationale inclusive et durable.

Le cadrage stratégique du Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (FRIO) invite à renforcer le soutien des OSC sur des thématiques émergentes ou prégnantes. Celles-ci contribuent à un questionnement des postures et des pratiques des associations, pour une action plus légitime et efficiente, au regard d'un secteur sous pression, impacté dans ses ressources et parfois même remis en cause. Considérées comme transversales ou « innovantes » - en complément des thématiques constituant un « socle du renforcement » classique du FRIO (le modèle économique, la gouvernance, les RH ou encore le projet associatif) - celles-ci ont constitué près de la moitié des nouveaux accompagnements en 2024.

Ainsi, le premier accompagnement portant sur la responsabilité environnementale et climatique des organisations de solidarité internationale (RECO) a été accordé à l'Iram. La thématique du genre a fait son retour avec ActionAid France,

DONNÉES CLÉS

- > 5 comités de décision en 2024
- > 19 associations soutenues
- > 5 associations primo-accédantes
- > Subvention totale de 357 355 €, montant moyen de cofinancement 19 853 €
- > Suivi continu d'une trentaine de projets
- > 2 webinaires d'apprentissage

MERCI AUX MEMBRES DU COMITÉ DE DÉCISION !

Pierre Lecomte, ancien directeur, Initiative Développement

Sophie Lehideux, directrice, Kynarou

Annaïk Le Net, directrice, Union des associations e-graine

Stéphanie Mouen, cheffe de projet, Agence française de développement

Caroline Pierret, responsable mécénat et partenariats, Terre & Humanisme

Adrien Sallez, directeur général, Asmae

Laurence Tommasino, déléguée générale, Geres

Line Wagner, directrice des programmes, Agir ensemble pour les droits humains

Asmae et le Groupe URD. Elle s'intègre dans des réflexions poussées, incluant l'approche intersectionnelle et notamment les enjeux de diversité et de lutte contre les discriminations. Le numérique est une nouvelle fois représenté au FRIO, avec l'accompagnement du Gret, et une prise de recul est souhaitée sur les partenariats pour Cerise et ESSOR ONG.

Par ailleurs, dans son ensemble, le FRIO a été largement plébiscité - confortant la nécessité de ce type de dispositif pour le secteur - avec 18 projets soutenus contre 8 l'année précédente. Une rétrocession à hauteur de 357 355 € a été allouée pour ces projets.

grande influence. Le cabinet La Cause apportait sa connaissance transversale des stratégies d'influence associatives et des enjeux pour le secteur.

L'expérience des webinaires a été concluante, en témoigne une forte participation aux éditions de 2024. Elle se poursuivra en 2025, toujours en croisant les témoignages concrets d'associations accompagnées par le FRIO et les éclairages d'une expertise externe sur des thématiques transversales d'actualité.

FRIO

Voir les témoignages de membres du comité de décision en vidéo



MIEUX PARTAGER LES APPRENTISSAGES DES ACCOMPAGNEMENTS FRIO

Le FRIO vise également à diffuser les apprentissages des associations bénéficiaires du fonds, grâce à des formats de capitalisation et d'échanges entre pairs. En 2024, un cycle de webinaires a été lancé, pour compléter les capitalisations plus documentées, et de plus grande envergure, habituellement produites. À la clé : la capacité à traiter plusieurs thématiques chaque année et multiplier les échanges directs entre associations.

LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024



Plaider pour la continuité du dispositif FRIO en 2025 et au-delà, à travers un financement annuel renouvelé auprès de l'Agence française de développement.

Deux webinaires ont eu lieu en 2024. CartONG et Tournons la page ont témoigné en mars de l'évolution de leurs modèles de gouvernance, inspirées par la sociocratie, aux côtés du cabinet de consultance Fic'elles. En novembre, le Groupe URD et Solidarités International ont partagé leurs cheminements vers une plus

ALLER PLUS LOIN : LE BILAN ANNUEL DÉTAILLÉ

L'année 2024 a été marquée par des avancées majeures : soutien à des thématiques conformes aux évolutions pressantes du secteur, mise en place de nouveaux formats de capitalisation et d'apprentissages pour le collectif...
[Plongez dans l'intégralité de l'année 2024 du dispositif.](#)





© Coordination SUD



Formation de
Coordination SUD,
Gestion financière
d'un projet AFD, le
15 janvier 2024 à Paris.

Renforcer aujourd'hui, agir demain : la formation en action, au plus près des besoins !

Coordination SUD poursuit son engagement en faveur du renforcement et de la montée en compétences des organisations et de leurs personnels face aux mutations profondes en cours dans le secteur, pour les accompagner dans l'évolution de leurs rôles et missions.

Organisme de formation certifié Qualio-pi (renouvellement pour 3 ans), Coordination SUD propose un programme articulé autour de thématiques clés :

- L'accès aux financements et à la gestion financière associative,
- Le développement et la gestion des ressources humaines,
- Le renforcement des compétences en plaidoyer et communication,
- Le développement stratégique et la gouvernance des organisations.

L'année 2024 a été particulièrement active :

- 211 personnes formées (+11% par rapport à 2023),
- Issues de 108 organisations de solidarité (+13%),
- Dont 57 membres de Coordination SUD (soit 53 % du total des OSC formées), parmi lesquelles 26 ont formé plusieurs personnes et/ou suivi plusieurs formations,
- Un taux de satisfaction moyen de 4,7/5, toutes formations confondues.

Selon Christelle Touré (salariée de l'ADIE), participante à la formation « *Intégrer les méthodologies et techniques de plaidoyer 2* », « *Convaincre qui, quand, comment, pour faire avancer les causes que nous défendons, ça s'apprend. [Les formations de Coordination SUD] permettent de développer des compétences concrètes et de développer celles dont on dispose déjà dans nos pratiques professionnelles pour donner plus d'impact à nos actions [...].* »

Les formations les plus sollicitées ont été : « Gestion financière et contractuelle AFD », « Initiation au Management » et « Plaidoyer niveau 1 », avec respectivement 4, 3, et 2 sessions sur l'année 2024. Une attention particulière a été portée à l'adaptation des contenus, notamment via des formations à niveaux différenciés (management et plaidoyer), et des formations sur mesure en gestion financière.

La revalorisation du tarif journalier en 2023 appliquée en 2024 a contribué à équilibrer le modèle économique des formations et de tout le collectif, tout en permettant d'investir dans le développement de nouveaux outils, particulièrement un logiciel de gestion de relation client et une plateforme d'apprentissage.

Un logo spécifique à l'activité de formation de Coordination SUD a été créé pour renforcer l'identité de marque de cette activité majeure du renforcement de capacités.

La consolidation de l'équipe Appui a contribué à faire émerger de nouveaux besoins, qui viendront étoffer notre offre : réglementation comptable dans les pays OHADA, lutte contre la fraude et la corruption, soutien aux fonctions de Ressources Humaines... Les perspectives 2025 mettront aussi l'accent sur les formations sur-mesure.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Réinventer sans perdre le cap, répondre toujours mieux aux besoins des organisations pour accompagner au plus juste les évolutions profondes du secteur.

Réunion du Club métier
Gestion financière
de Coordination SUD
pour dresser une
cartographie des
besoins pour l'année
2025, le 20 janvier
2025, à Paris.



Renforcer le collectif face aux enjeux financiers et réglementaires des OSC

Le Club métier Gestion financière a permis le partage d'expériences sur les enjeux financiers et réglementaires, le BAFR a soutenu la veille des OSC sur les financements, et une nouvelle dynamique a été impulsée sur les enjeux de conformité.

2024 a été marquée par un travail collectif sur l'entrée en vigueur du SYCEBNL, nouveau système comptable des entités à but non lucratif instauré par l'OHADA (Organisation pour l'harmonisation en Afrique du droit des affaires). Applicable dans 17 pays d'Afrique francophone, ce référentiel engage les organisations à adapter leurs pratiques comptables. Quatre rencontres ont été organisées, dont deux ateliers animés par Sarra Kengne, experte-comptable et commissaire aux comptes. Ces temps forts ont permis de décrypter les exigences du nouveau cadre réglementaire, d'identifier les défis de mise en œuvre et de mutualiser les réponses expérimentées par les membres. Cet accompagnement s'est prolongé par une formation au logiciel comptable SAGA, en partenariat avec Epiconcept, et initiée en 2025. La diffusion du BAFR (Bulletin des actualités sur les financements et les ressources) a permis de soutenir les OSC dans leur recherche de financements. Ce bulletin, outil de veille stratégique essentiel, a relayé près d'une soixantaine



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Renforcer les capacités des acteurs et actrices de la solidarité pour faire face aux enjeux stratégiques.

CHIFFRES CLÉS

- > 89 participant-es au Club métier gestion financière
- > 4 rencontres sur OHADA
- > 8 éditions du BAFR
- > 57 opportunités de financement partagées

d'opportunités de financements. En parallèle, les thématiques prioritaires pour 2025 ont été identifiées : financements privés, projets en consortium, diversification des financements publics.

DES ESPACES DE SAVOIRS PARTAGÉS

Au regard des besoins croissants et des forts impacts pour les OSC, l'équipe appui a également été renforcée sur les enjeux de conformité. Un état des lieux à travers des entretiens a été mené, ainsi que des accompagnements individuels et spécifiques d'OSC prioritaires. La dynamique se poursuit en 2025 par des appuis collectifs, en complémentarité avec le plaidoyer mené. Chaque club s'appuie sur l'espace en ligne Maia, qui permet de maintenir les liens et mutualiser des outils. Par leur approche collective, les Clubs métiers participent activement à la montée en compétences du secteur, en créant des espaces où les savoirs sont partagés et les pratiques ajustées aux réalités du terrain.



En Pologne, Bibliothèques sans frontières déploie trois Ideas Box. Animées par des acteurs locaux, elles offrent aux familles réfugiées ukrainiennes un instant d'évasion au milieu des épreuves et contribuent à leur bien-être. Les familles y trouvent un lieu rassurant dans lequel elles peuvent puiser l'énergie nécessaire pour continuer d'espérer.

4 CAHIER CENTRAL

Défendre la solidarité internationale et repenser les narratifs pour renouveler nos capacités d'agir

L'année 2024 a marqué un tournant pour le financement de la solidarité internationale. La France et plusieurs pays européens ont concomitamment décidé de couper une partie des budgets dédiés à la solidarité envers les populations les plus vulnérables. Le budget de la France a ainsi connu un recul historique perdant plus d'un milliard d'euros sur la seule année 2024, auquel s'est ajoutée l'annonce d'un projet de loi de finances 2025 amputé de 2 milliards d'euros supplémentaires, soit une coupe drastique de -37 % du budget de solidarité internationale.

Pour la première fois depuis 2019, l'APD totale de la France comptabilisée par l'OCDE a donc chuté, passant sous la barre de 0,55 % du revenu national brut, un objectif fixé par la loi du 4 août 2021.

En parallèle de cette baisse de budget, les menaces pesant sur les libertés associatives en France, particulièrement la mise en place du contrat d'engagement républicain (CER), ont été ressenties comme une épée de Damoclès par l'ensemble du secteur.

Autant de phénomènes dans cette période mouvante, qui ont amené les OSC de solidarité in-



© Coordination SUD

Distribution de tracts devant l'Assemblée nationale pour sensibiliser les parlementaires et l'opinion publique des effets dévastateurs des coupes de budget pour la solidarité internationale, Paris, le 12 novembre 2024.

ternationale à s'interroger sur leurs narratifs et leurs capacités d'agir conformément aux visions et missions fixées dans leur ADN. Retour sur une année de bouleversements, de questionnements et surtout de mobilisation pour défendre le secteur.

1 DÉFENDRE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE EN PÉRIODE ÉLECTORALE

L'année 2024 a été marquée par deux rendez-vous démocratiques majeurs : les élections européennes et les élections législatives anticipées au niveau national qui ont constitué une opportunité stratégique pour mettre en débat la place de la solidarité internationale dans les projets politiques. Coordination SUD s'y est pleinement investie pour renforcer la visibilité et la légitimité des organisations de la société civile dans les politiques française et européenne.

Sensibiliser et plaider auprès des eurodéputé-es

CHIFFRE CLÉ

27 eurodéputé-es issu-es de partis engagés en faveur d'une Europe de la solidarité internationale

Coordination SUD a mené une campagne d'influence ambitieuse pour les Européennes de juin 2024, mobilisant l'ensemble des outils et réseaux à sa disposition. Afin de porter nos 15 recommandations prioritaires et de promouvoir la vision forte d'une Europe solidaire et inclusive, Coordination SUD a organisé 25 rendez-vous bilatéraux avec des candidates et candidats, leurs collabora-

teurs et collaboratrices ou les représentantes et représentants de partis.

Cette démarche a permis de renforcer la reconnaissance politique du rôle des OSC, tant dans la mise en œuvre des politiques de développement que dans la défense de l'espace civique au sein de l'UE et à l'international.

À l'issue de cette campagne de sensibilisation, trois partis politiques – Les Écologistes, le Parti socialiste et La France Insoumise – ont publiquement intégré dans leur programme ou soutenu nos propositions pour une Europe de la solidarité internationale. Parmi les candidates et les candidats s'étant également exprimés en faveur d'un rôle accru pour les OSC, quatre sont aujourd'hui élu-es au Parlement européen.

Au-delà de la période électorale, cette campagne a contribué à renforcer nos capacités d'interpellation et de dialogue avec les institutions européennes. Plusieurs engagements ont déjà donné lieu à des suivis concrets dans les espaces de travail de CONCORD Europe, et d'autres espaces collectifs européens, où Coordination SUD s'investit activement.

Encourager le vote solidaire aux législatives anticipées

CHIFFRE CLÉ

200 personnes dans la rue devant l'Assemblée nationale, pour défendre le budget APD

Au niveau français, l'organisation d'élections législatives anticipées a ouvert un temps médiatique et de débat dans lequel le collectif s'est investi autour d'un slogan fédérateur : #VotonsSolidarité.



Table-ronde Construire de nouveaux récits pour produire de nouvelles capacités d'agir, célébration des 30 ans de Coordination SUD, Paris le 28 novembre 2024.

Une campagne réseaux sociaux avec des visuels et des slogans impactants a permis de montrer les effets dévastateurs qu'aurait un vote massif en faveur des idées nationalistes et réactionnaires. À noter qu'avec cette campagne, Coordination SUD est allée chercher des appuis au-delà de son réseau habituel, pour s'adresser directement au grand public. Une tribune signée par 180 organisations et 820 salarié·es, bénévoles, et volontaires, a permis de réaffirmer le caractère indispensable de voter contre le repli national et les idées qui isolent.

Les organisations membres de Coordination SUD se sont de nouveau mobilisées en fin d'année pour une manifestation lors de l'examen du budget devant l'Assemblée nationale. Plus de 200 personnes salariées et bénévoles ainsi que des parlementaires, des fonctionnaires, des syndicats et d'autres soutiens du secteur de la recherche sont descendues dans la rue pour faire entendre une voix unifiée face aux choix politiques discrétionnaires.

Dans un contexte de très faible dialogue avec les pouvoirs publics autour de la construction du budget, Coordination SUD a malgré tout rencontré de nombreux parlementaires, à l'Assemblée nationale et au Sénat, afin d'étendre la mobilisation en faveur de la solidarité internationale au sein du Parlement.

2 REPENSER LES NARRATIFS DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE POUR ÊTRE PLUS AUDIBLE

Les périodes électorales ainsi que la séquence PLF auront permis au collectif de tirer quelques enseignements de la perception du grand public sur nos actions et les narratifs utilisés pour les décrire. Pour poursuivre ces interrogations, Coordination SUD a créé des opportunités de dialogue et réflexion sur la façon dont les OSC parlent d'elles et de la façon dont elles pourraient le faire autrement.

Construire de nouveaux récits pour produire de nouvelles capacités d'agir

CHIFFRES CLÉS

250 personnes présentes, **7** interventions engagées pour nourrir les réflexions et renforcer nos actions

À l'occasion de son trentième anniversaire, Coordination SUD a décidé de mettre en réflexion les narratifs du secteur. Elle a organisé une table ronde réunissant des personnes engagées du secteur de la solidarité internationale, venues de France, du Liban, du Burkina Faso et d'autres horizons. Dans un contexte de crises multiples, de critiques croissantes et d'évolution des attentes des sociétés civiles, les échanges ont mis

en lumière la nécessité de renouveler les discours pour mieux mobiliser les opinions publiques, de renforcer les partenariats avec les sociétés civiles du Sud, d'intégrer pleinement les enjeux de genre et d'intersectionnalité, et de favoriser des formes d'engagement plus inclusives et collectives. La table ronde a également souligné l'importance de renforcer les liens entre financement public et philanthropie privée, ainsi que de mieux articuler les actions locales avec les enjeux globaux. Ces réflexions nourriront les orientations stratégiques de Coordination SUD dans les années à venir.

Repenser le concept de développement et combattre les idées reçues

CHIFFRE CLÉ

Plus de **100** professionnel·les du secteur mobilisé·es pour construire une analyse représentative.

Parmi les concepts de plus en plus questionnés, celui de « développement » a été souligné à diverses occasions, que ce soit par méconnaissance ou instrumentalisation politique. Face à cela, Coordination SUD a élaboré collectivement un nouveau narratif autour du développement afin de le repenser conformément à nos valeurs pour mieux défendre nos actions face aux critiques.

Un groupe de travail ad hoc a analysé les attaques contre les actions de développement, de la crise politique au Sahel au conditionnement migratoire ou économique, et proposé des réponses pour réaffirmer la pertinence et les principes des actions de développement.

Les dynamiques de développement doivent s'appuyer sur les sociétés civiles et les communautés locales concernées pour garantir leur acceptabilité, équilibre et équité. Si diverses soient-elles, les actions de développement doivent s'inscrire dans le cadre universel des Objectifs de développement durable et de l'Accord de Paris.

Ces messages et constats partagés ont pris la forme d'un kit argumentaire mis à la disposition des membres. Ses conclusions ont ensuite irrigué l'ensemble des réflexions du collectif et de nos actions d'influence.

3 ANTICIPER LES MUTATIONS DU SECTEUR ET LES BESOINS D'ACCOMPAGNEMENT ET DE RENFORCEMENT DES OSC

Agir dans un monde qui se multipolarise

D'autres événements conjoncturels et structurels viennent eux aussi bousculer à l'international mais aussi fortement en Europe, les contextes et

territoires d'intervention des OSC de solidarité internationale.

Pour décrypter la manière dont ces transformations géopolitiques et sociétales bousculent les OSC françaises, remettent en cause leur légitimité à agir, leurs positionnements et leurs modalités d'intervention, l'ONGLAB de Coordination SUD a lancé en 2024 une étude participative intitulée : *Quelle(s) capacité(s) d'agir pour les ONG occidentales dans un monde qui se 'multipolarise' ?* dont les résultats seront diffusés fin 2025.

Partant de ces grandes remises en causes, l'étude analyse les réponses apportées par les organisations, comparant les différentes stratégies d'adaptation mises en place et les raisons de leurs difficultés d'implémentation.

Construite grâce à la mobilisation des OSC françaises de solidarité internationale, cette analyse se veut actuelle et prospective pour dessiner les capacités de résilience du secteur. La dimension prospective de l'étude permettra de fournir des clés de compréhension des évolutions possibles afin de permettre aux OSC d'appréhender au mieux leur éventuelle transformation.

Transformer pour agir, renforcer pour résister, agir ensemble pour impacter !

CHIFFRES CLÉS

19 OSC soutenues par le FRIO,
211 personnes formées, 2 webinaires croisant retours d'expérience et expertises externes,
6 Clubs métiers comme espaces de co-apprentissage stratégique

Pour guider cette nouvelle transformation, Coordination SUD accompagne également les OSC dans l'adaptation de leurs capacités d'action. Le FRIO, levier de visions stratégiques renouvelées et d'innovation, a accompagné des dynamiques structurantes, incluant les enjeux autour du climat, du genre, du numérique ou encore de l'influence, tout en consolidant les fondamentaux du secteur et s'assurant de la permanence du dispositif pour 2025. Les formations ont accompagné plus de 200 professionnel·les, avec une offre adaptée aux besoins très concrets des OSC. Les clubs métiers continuent de structurer des espaces d'échanges vivants, à la fois pratiques et stratégiques.

Une veille active met régulièrement à disposition des OSC membres les informations relatives aux opportunités de financement, tandis que des dynamiques d'apprentissage collectives ont permis de mutualiser les expertises, en particulier sur l'influence, centrale en ces temps de remises en cause. Par ces différents leviers, Coordination SUD œuvre à outiller, relier et faire grandir les capacités d'agir des OSC, pour une solidarité internationale plus forte, résiliente et impactante. —

4

Missions mixtes **APPUI ET PLAIDOYER**

Discours lors de la Journée Internationale des Droits des Femmes dans le cadre du projet Nguenguissa porté par ID - Initiative Développement dans le nord du Congo.





Projet WASH d'Amref Health Africa en Ouganda. Les élèves du club d'assainissement de l'école primaire Saint-Pierre-et-Paul du district de Bunyagabu, dans l'ouest de l'Ouganda, montrent le fonctionnement d'un robinet à bascule. D'autres activités visent à accroître l'accès à des toilettes et à l'eau potable.



Accompagner les partenariats et les actions dirigées localement

Le secteur de la solidarité internationale est bouleversé par une succession d'événements concourant à une transition vers un modèle de solidarité se voulant plus juste et efficace, nécessitant une réflexion collective sur son passé et son avenir.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Intégrer progressivement le sujet de la décolonialité au sein de Coordination SUD, en s'interrogeant avec les acteurs et actrices de la coopération internationale.

À travers le groupe de travail « Partenariats et localisation », et en lien avec l'ONGLAB, trente-quatre organisations ont contribué à dresser des constats communs, étape préalable à l'élaboration d'un positionnement partagé du collectif, et ont mis en lumière :

- 1 Le rôle majeur des acteurs et actrices locales, qui ne se limite pas aux seules OSC instituées ou au secteur associatif et la nécessité pour les OSC françaises de dépasser leurs modèles.
- 2 La nécessité de dépasser les partenariats circonscrits à des projets opérationnels afin de favoriser un rééquilibrage des relations de pouvoir.
- 3 La pertinence d'une approche par les acteurs et actrices, fondement des transformations sociales et de la pérennité des actions, autour d'un renforcement mutuel.
- 4 Le besoin d'acculturation des OSC françaises à leur histoire et à celle du système de la coo-

pération pour servir la conduite du changement interne vers de nouveaux modèles empruntés de décolonialité.

DÉBAT THÉMATIQUE : FONDS INTERMÉDIÉS ET L'ACTION DIRIGÉE LOCALEMENT

Un débat sur les fonds intermédiés comme réponse à l'action dirigée localement a été proposé en mai et suivi par quinze organisations. Il a notamment consisté à identifier les avantages, questionner leur rôle dans l'équilibre des pouvoirs entre les OSC des pays à hauts revenus et celles des pays à faibles et moyens revenus ; et à discuter des conditions de poursuite de ce type de modalité.

UNE DYNAMIQUE COLLECTIVE AUTOUR DE LA DÉCOLONISATION

Coordination SUD a contribué aux travaux de plusieurs partenaires, notamment lors des Universités d'automne de l'humanitaire du Groupe URD, sur le thème « Quels chemins vers une aide décolonisée ? ». Un article publié en décembre 2024 revient sur la diversité des réponses des OSC françaises. Au niveau européen, Coordination SUD a également participé au Forum de CONCORD, consacré aux rapports de pouvoir dans l'aide (shifting the power), ainsi qu'au groupe de travail de FORUS sur le sujet, inscrivant ainsi Coordination SUD dans une dynamique collective à plusieurs niveaux de réflexion à l'horizon 2028.



© Coordination SUD

Coordination SUD (gauche) à la marche du 8 mars 2024 aux côtés de ses associations membres, notamment Care (milieu) et Plan International (droite).



Diplomatie féministe : continuer à défendre l'ambition

Malgré le report de la publication de la stratégie de diplomatie féministe à 2025, Coordination SUD a poursuivi son engagement pour une politique ambitieuse, renforcé le lien avec ses partenaires et intensifié son plaidoyer auprès des parlementaires.

A lors que la nouvelle stratégie dédiée à la diplomatie féministe devait être publiée en 2024, son lancement a été reporté à mars 2025. Coordination SUD a néanmoins poursuivi son action avec la rédaction de notes de position, la participation aux réunions de concertation et au comité de pilotage et l'envoi de commentaires sur les versions provisoires.

Coordination SUD a par ailleurs consolidé ses liens avec ses partenaires internationaux, notamment en rejoignant la campagne March With Us de FORUS, consacrée aux droits des femmes et à la justice de genre, et en participant aux groupes de travail Genre de Focus 2030 et de CONCORD.

FINANCEMENTS FÉMINISTES : GARANTIR LA PÉRENNITÉ

Le Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) reste un levier central pour une diplomatie féministe concrète. Coordination SUD a poursuivi son action de plaidoyer pour la pérennisation du fonds au-delà de 2027, en participant activement aux réunions de concertation et aux ateliers des consortia, et en relayant les attentes

du secteur associatif. En 2024, le collectif a également commencé à porter ce plaidoyer pour le financement des organisations féministes au niveau européen. Grâce aux demandes portées par le collectif, la gouvernance du FSOF s'est ouverte à deux sièges dédiés à la société civile, renforçant ainsi l'approche féministe prescrite.

UNE MOBILISATION COLLECTIVE FORTE DANS UN CONTEXTE DE RÉDUCTION DES FINANCEMENTS

Le groupe de suivi Genre a intensifié son plaidoyer parlementaire : participation aux auditions de la Délégation aux droits des femmes dans le cadre du Projet de loi de finances et échanges avec plusieurs député·es engagé·es sur les enjeux de genre. Dans le contexte des coupes budgétaires, le collectif a interpellé Jean-Noël Barrot sur les implications de ces réductions pour la mise en œuvre de la diplomatie féministe française, et la pérennité du FSOF. Il s'agit à ce jour de la seule interpellation ayant donné lieu à une réponse officielle de la part du ministre. L'engagement envers la diplomatie féministe y est réaffirmé, sans précision des moyens dédiés.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Réaffirmer l'engagement croissant du collectif dans les mobilisations féministes et marcher le 8 mars à Paris aux côtés de ses ONG membres.



Une Europe de la solidarité à construire : Coordination SUD en campagne

L'année 2024 marque une nouvelle étape dans l'engagement de Coordination SUD au niveau européen. Selon Catherine Giboin, Présidente de la fondation Médecins du Monde, référente CA du groupe Europe et membre du CA de CONCORD : « Face aux attaques contre la solidarité internationale, l'UE doit se présenter comme une alternative juste et durable en augmentant ses contributions à l'aide mondiale, et en proposant un modèle plus inclusif de l'architecture de l'aide. Le modèle humaniste défendu dans les traités européens doit constituer une boussole. »

L'année 2024 a été pour Coordination SUD le moment de confirmer sa capacité à mener campagne. Capitalisant sur ses précédentes actions autour des élections, le collectif a sensibilisé de nombreuses personnes au sein des partis politiques et des futurs collaborateurs et collaboratrices parlementaires, au cours de vingt-cinq rendez-vous visant à engager les personnes candidates sur la solidarité internationale.

Fort de six notes de position précisant ses ambitions au niveau européen, le collectif a porté quinze recommandations clés en vue des élections

européennes, sur lesquelles trois partis politiques se sont engagés (S&D, Les Écologistes, et LFI).

PLAIDER POUR UN CADRE PLURIANNUEL AMBITIEUX

Huit candidates et candidats se sont ainsi engagés, sur les réseaux sociaux, en faveur de l'une des grandes priorités de Coordination SUD. Parmi elles et eux, quatre ont été élu·es. La plupart des autres personnes rencontrées sont devenues soit collaboratrice parlementaire, soit une figure importante de leurs mouvements politiques.



Mobilisation des partis politiques dans le cadre des élections européennes s'engageant sur les thématiques portées par Coordination SUD.



© Coordination SUD

Dans le cadre de cette mobilisation, deux moments forts ont également été organisés à Bruxelles en 2024 : une pratique nouvelle pour le collectif, habitué à l'accueil des partenaires sur le territoire français.

Le premier événement a eu lieu le 24 avril à la représentation permanente de la France auprès de l'Union européenne, consolidant un partenariat déjà bien établi. Ce fut l'occasion de mobiliser de nombreux et nombreuses partenaires autour de la proposition d'un fonds européen de soutien aux organisations féministes locales dans le prochain Cadre financier pluriannuel - proposition défendue par Coordination SUD et ses partenaires. La présidence belge du Conseil de l'UE, la déléguée de la France sur les sujets de développement, ou encore l'AFD, et le MEAE sont intervenus. Des voix de terrain s'y sont exprimées, portées par les partenaires du projet « Féministes en action », venues de Madagascar et du Burkina Faso pour témoigner des effets de la mise en œuvre de certains projets soutenus par le fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) français.

Le second événement, du 6 décembre, a clos la campagne de Coordination SUD sur les élections européennes. Il a permis de revenir sur les messages du collectif aux côtés de vingt-quatre membres de la société civile. Vingt membres des institutions européennes y ont participé. Murielle Laurent, eurodéputée qui parrainait

l'événement, est intervenue aux côtés de Coordination SUD pour rappeler l'importance d'une Europe de la solidarité internationale.

ENGAGÉ·ES POUR UNE EUROPE DE LA SOLIDARITÉ

Enfin, l'année 2024 a été pour Coordination SUD l'occasion de confirmer son engagement fort sur le cadre financier pluriannuel, dont les travaux avaient démarré au niveau des États membres.

Un large réseau d'OSC a été fédéré pour travailler ensemble sur ce sujet crucial. L'APD européenne représente aujourd'hui plus de 10 milliards d'euros par an en moyenne ! Plusieurs dizaines d'OSC sont ainsi mobilisées, au sein de CONCORD Europe, et au sein du MFF Hub (un groupe ad hoc d'OSC travaillant sur le cadre financier pluriannuel 2021-2027, et post 2027), pour peser sur les négociations européennes et porter des messages et des initiatives communes. Dans ce cadre, et malgré son éloignement géographique de la « bulle bruxelloise », Coordination SUD a fortement contribué à la structuration du mouvement. Le collectif a notamment apporté sa perspective sur les interactions entre niveaux européen et national. Il a par ailleurs facilité les synergies entre les deux collectifs que sont CONCORD Europe et le MFF Hub, et qui travaillent aujourd'hui main dans la main.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Renforcer la structuration des OSC européennes pour porter des objectifs de plaidoyer ambitieux.



© Coordination SUD

Restitution des recommandations du rapport du Groupe de travail « Jeunesses » du CND SI, Hôtel du Ministre, Quai d'Orsay, 24 avril 2024. En présence de la Secrétaire d'État chargée du développement et des partenariats internationaux Chrysoula Zacharopoulou, de Clara Olivet d'Engagé.e.s & Déterminé.e.s, Régis Batchassi du Conseil national de la jeunesse du Togo, Anaïs Magliocco et Lilia Touil, Jeunes ambassadrices de ONE, Kadiatou Konate du Club des jeunes filles leaders de Guinée, Demba Mané, volontaire en réciprocité au sein de France Volontaire, Henri Arevalo, RRMA Occitanie et coprésident du GT Jeunesses du CND SI.



Pour une participation pleine et entière des jeunes

Les dynamiques en faveur de la participation des jeunes se sont intensifiées en 2024, avec la publication d'un rapport, l'engagement d'une feuille de route ministérielle, et la tenue d'une rencontre annuelle dédiée aux jeunes.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Faire émerger une feuille de route dédiée aux jeunes co-construite avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et la commission Jeunesses et solidarité internationale.

En avril 2024, après plus d'un an de travaux et de concertations, le groupe de travail Jeunesses du Conseil national du développement et de la solidarité internationale (CND SI), co-présidé par Plan International France, a présenté un rapport ambitieux sur la participation des jeunes à la politique de développement et de solidarité internationale de la France.

Basé sur les témoignages de trente et une personnes auditionnées et une consultation numérique de 2296 participant·es, ce rapport formule une série de recommandations à destination des pouvoirs publics, pour faire évoluer les pratiques et mieux intégrer les jeunes sur quatre axes majeurs :

- Les différentes formes de participation des jeunes et le nécessaire renforcement d'un environnement favorable,
- Le renforcement de la capacité d'agir des jeunes et des organisations de jeunes,
- La participation des jeunes aux espaces formels et informels de décision et de concertation,

➤ L'intégration transversale d'une approche par les droits humains appliquée aux jeunes. À la suite de la restitution de ce rapport, l'ancienne secrétaire d'État Chrysoula Zacharopoulou s'est engagée à construire une feuille de route ministérielle dédiée aux jeunes, et très attendue par le secteur.

RENCONTRES « PLACE AUX JEUNES ! »

La nouvelle édition des rencontres de « Place aux jeunes ! » a exploré le thème : « *Jeunesses et solidarité internationale : (re)penser l'engagement par le prisme intergénérationnel* ». Organisée par Engagé.e.s et Déterminé.e.s et les membres du consortium au projet et portée par la commission Jeunesses et solidarité internationale pour encourager les liens entre associations de solidarité internationale, organisations de jeunesse et structures d'éducation populaire, la journée a mêlé ateliers et table-ronde sur la diversité des formes d'engagement des jeunes et des seniors, et les conditions favorables à un dialogue intergénérationnel.



Accompagner la transition écologique **par et pour les ONG**

En 2024, la Commission climat et développement (CCD) a renforcé son appui aux ONG sur la réduction de leur impact environnemental et climatique, via un parcours de formation en quatre modules, gratuits et accessibles sur le site de Coordination SUD. Le premier permet de comprendre les liens entre actions de solidarité internationale et enjeux climatiques. Le second guide les structures dans l'élaboration d'une stratégie de réduction de l'empreinte carbone et climatique. Le troisième module outille les ONG pour mettre en œuvre des actions concrètes de réduction de leur empreinte carbone. Enfin le dernier élargit la réflexion en intégrant la préservation des écosystèmes et les impacts sociaux. Des temps collectifs en ligne et en présentiel ont été l'occasion d'approfondir ce sujet tout en travaillant sur l'accélération des transitions écologiques et citoyennes sur le terrain. Deux rencontres ont notamment permis de tester divers formats : les ateliers de l'adaptation au change-

ment climatique, la fresque décoloniale du climat et la fresque de l'éco-féminisme. Enfin, la CCD a contribué aux réflexions du comité des partenaires de l'AFD, y compris dans le cadre de l'élaboration de la nouvelle feuille de route Planète, du cadre de redevabilité sur l'adaptation ou de la révision de l'avis Développement durable.



© Le Partenariat - Centre Gaïa

Formation en agriculture à la ferme Diapalante à Saint-Louis Sénégal dans le cadre du Programme AGIS! - Le Partenariat - Centre Gaïa, 2024.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Outiller les ONG pour qu'elles puissent pleinement contribuer aux transitions climatiques et environnementales, sur le terrain et dans leur mode d'organisation.



Dénoncer les méfaits du Contrat d'engagement républicain (CER) sur les libertés associatives

Dans le cadre de l'examen de la France par le Comité des droits de l'Homme de l'ONU à l'automne 2024, Coordination SUD et le Mouvement associatif ont intensifié leur mobilisation pour documenter les impacts du CER introduit par la loi du 24 août 2021, dont l'intention affichée était de conforter le respect des principes de la République. Un rapport conjoint a détaillé les effets délétères de ce dispositif sur les libertés associatives et le financement public des associations, y compris sur son application extraterritoriale.

PRÉOCCUPATION DU COMITÉ DH

Coordination SUD et du Mouvement associatif se sont déplacés à Genève pour présenter leurs contributions au Comité et porter la voix de la société civile française.

À l'issue de cet examen, les recommandations du Comité ont largement repris les constats défendus par nos deux collectifs, exprimant une

préoccupation quant à la définition floue du CER et aux risques de dérives arbitraires. Le Comité demande à la France de revoir ce dispositif, de garantir des voies de recours effectives et de s'assurer qu'aucune association ne soit privée de subventions de manière injustifiée.



Les impacts du Contrat d'Engagement Républicain (CER) sur les libertés associatives, rapport au Comité des droits de l'Homme à l'ONU.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Se mobiliser pour l'abrogation du CER, dénoncer ses dérives devant le Comité des droits de l'Homme de l'ONU qui a repris nos recommandations dans son appel à réviser la loi.

6

PLAIDOYER

Depuis le début de la guerre, le Secours Islamique France a apporté de l'aide d'urgence à plus de 400 000 personnes en détresse à Gaza, dont des milliers de repas chauds dans des camps de déplacés.





Clinique communautaire de Ndorong à Kaolack, Sénégal, le 16 décembre 2024
Projet ANCS et Coalition PLUS, soutenu par l'AFD SOUADOU DIA, 28 ans, technicienne biologiste, effectue un prélèvement sur un patient.

"Nous gérons les personnes qui souhaitent être mises sous PrEP. Souvent ils ont un bilan à faire : vérifier s'il y a la présence de VIH avant tout, faire des test hépatites et syphilis, faire la créatinine et aussi calculer la clairance."



Du plaidoyer vers l'influence

2024 a marqué une nouvelle étape pour la fonction Analyse et Plaidoyer du collectif, avec la conduite d'une première campagne autour des élections européennes puis d'une seconde contre la baisse de l'APD, adaptée au moment des élections législatives anticipées pour encourager à voter en faveur de la solidarité.

inauguré au printemps 2024 comme nouvel espace de programmation et de suivi de l'activité d'analyse et plaidoyer, le Forum Plaidoyer et sa quarantaine de participantes et participants a contribué de cette nouvelle dynamique d'influence grâce à son travail sur une définition collective de la solidarité internationale, la proposition d'actions pour influencer la perception des OSC par les pouvoirs publics français, ou le développement de la stratégie de communication d'influence du collectif.

L'édition d'automne s'est ouverte sur une confé-

rence de presse contre le projet du Gouvernement de réduire à nouveau le budget de l'APD, à la suite de laquelle les échanges du Forum se sont concentrés sur les nouvelles modalités d'influence à mettre en œuvre par le collectif et ses membres. Pour s'adapter aux évolutions du contexte, une réflexion sur la stratégie d'influence du collectif et sa mise en œuvre a été menée au sein des espaces collectifs de travail, notamment à travers l'élaboration de nouveaux narratifs et l'identification de nouveaux canaux pour les diffuser.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Faire évoluer les pratiques et canaux d'influence de Coordination SUD.



MIGRATIONS

Refuser l'instrumentalisation des migrations

Une consultante externe a rejoint Coordination SUD fin 2024 afin d'accompagner les ONG dans leur réflexion et leur plaidoyer, sur le lien entre migrations et politiques de solidarité internationale, et pour développer une stratégie d'influence pour 2025-2026.

À terme, l'objectif est de faciliter l'intégration des positionnements « migrations et solidarité internationale » dans le

plaidoyer plus global du collectif et de mettre en place un dialogue régulier avec les pouvoirs publics.

Les migrations continuent par ailleurs de faire régulièrement l'objet de campagnes de désinformation.

Ces enjeux sont également instrumentalisés dans les débats autour de l'aide publique au développement. Dans ce cadre, le collectif

souhaite valoriser le rôle des migrations dans les actions de solidarité internationale et dénoncer les dangers de la conditionnalité de l'APD.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Défendre une approche positive et par les droits.



SANTÉ ET DÉVELOPPEMENT

Promouvoir le financement de la santé mondiale

Plusieurs ONG continuent d'échanger au sein du collectif afin de contribuer au suivi et à la mise en œuvre de la stratégie internationale de la France en matière de santé mondiale.

Ce travail se fait au travers de différents espaces de dialogue avec les pouvoirs publics, via le Comité de pilotage de la stratégie et le Conseil d'administration du Fonds mondial, ou encore à l'occasion d'échéances internationales telles que le Forum mondial pour la souveraineté et l'innovation vaccinales qui s'est déroulé le 20 juin.

Enfin, des échanges ont également eu lieu avec l'AFD en vue de la rédaction de la feuille de route Santé et protection sociale.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Soutenir la santé mondiale et assurer la participation de la société civile dans sa gouvernance.



Mobilisation des ONG membres de Coordination SUD devant l'Assemblée nationale le 19 novembre 2024 à Paris, en présence de divers député·es dont Éric Coquerel, député LFI.



Défendre le financement de la solidarité internationale

La politique française de solidarité internationale a connu un bouleversement majeur en 2024 avec une série de coupes inédites qui ont fait plonger le budget de l'aide publique au développement (APD) à un niveau historiquement bas. Coordination SUD s'est activement mobilisée pour défendre les valeurs et le financement de la solidarité internationale.

VIDÉO

Revoir la vidéo de la manifestation du collectif



Dès la première coupe de plus de 740 millions d'euros en février 2024¹, les ONG françaises se sont unies derrière une campagne de communication et de sensibilisation sur leurs actions menées grâce à l'aide publique au développement.

Cette mobilisation, d'abord sur les réseaux sociaux, s'est étendue aux médias et à la voie publique durant les discussions budgétaires autour du projet de loi de finances. En cause, la proposition d'un « coup de rabot » de 2 milliards d'euros dans la solidarité². Plus d'une cinquantaine d'ONG ont ainsi distribué des tracts aux abords de l'Assemblée nationale, du Sénat et du Quai d'Orsay. Près de 200 personnes se

sont jointes à l'appel au rassemblement de Coordination SUD le 19 novembre³, en présence de nombreux parlementaires.

UN BOULEVERSEMENT MAJEUR DE LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE

Ces coupes budgétaires inédites, qui se chiffrent au total à 1 milliard d'euros pour l'année 2024 et s'annoncent à plus de 2 milliards d'euros pour l'année 2025, bouleversent le cadre de l'aide publique au développement et sa trajectoire qui devait lui permettre d'atteindre 0,7 % du revenu national brut en 2025.



© TriangleGénérationHumanaire



Au lieu du repli sur soi, la France peut réaffirmer sa volonté de soutenir les femmes et les hommes frappés par les inégalités.”

Frédéric Apollin, Directeur général délégué d'Agronomes & Vétérinaires Sans Frontières, référent CA de l'espace Politiques Publiques

Si l'étude réalisée par Coordination SUD sur la mise en œuvre de la loi du 4 août 2021⁴ de programmation relative au développement solidaire et à la lutte contre les inégalités mondiales révèle plusieurs progrès majeurs : atteinte de la première cible de 0,55 %, augmentation des financements OSC, hausse de l'aide humanitaire, renforcement du droit d'initiative, création du Fonds de soutien aux organisations féministes (FSOF) – la chute de l'APD française fragilise, voire remet en cause certains de ces progrès.

Dans ce contexte, le collectif a réimpulsé dès 2024 un important travail de sensibilisation parlementaire et de communication grand public, ainsi qu'une réflexion sur le langage et les récits pour promouvoir la solidarité internationale.

Enfin, le collectif demeure vigilant sur le risque d'instrumentalisation de l'APD. Une étude a ainsi été produite sur le recours aux instruments de soutien au secteur privé.

SENSIBILISER ET MOBILISER LES PARLEMENTAIRES

Coordination SUD poursuit son plaidoyer parlementaire. Avec la dissolution de l'Assemblée nationale en juillet 2024 et l'arrivée de nouveaux et nouvelles parlementaires, le collectif a mis à jour son livret de sensibilisation sur les enjeux de solidarité internationale.

Reconnu pour son expertise, le collectif continue d'être régulièrement sollicité par les élu·es. Plusieurs ONG ont ainsi été auditionnées par les rapporteurs budgétaires sur l'APD. Des ateliers et table-rondes ont été régulièrement organisés avec les parlementaires sur des sujets d'actualité ou des campagnes de plaidoyer.

La présence de plusieurs parlementaires lors de la manifestation de Coordination SUD devant l'Assemblée nationale et la reprise de plusieurs amendements proposés par le collectif lors de l'examen budgétaire, témoignent d'un soutien transpartisan à la solidarité internationale.

UNE VIGILANCE ACCRUE POUR PRÉSERVER LA SOLIDARITÉ INTERNATIONALE DE L'INSTRUMENTALISATION

Les coupes budgétaires sur l'APD et les attaques réactionnaires croissantes à l'encontre de la solidarité internationale ont poussé Coordination SUD à mieux définir les dangers de l'instrumentalisation pour pouvoir les appréhender.⁵

En parallèle, le collectif a impulsé un important travail sur les récits autour de la solidarité, afin de visibiliser les actions financées et de rappeler les valeurs, le cadre et les limites des actions⁶.

Les nombreuses campagnes de communication sur l'APD, à l'occasion des élections législatives anticipées de 2024 et de l'examen du budget, se sont inscrites dans cette stratégie.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Mobiliser le collectif autour d'une campagne d'influence contre la baisse de l'APD.



1. Le Monde. Tribune, La coupe de 742 millions d'euros dans la solidarité internationale : « Une révocation inacceptable de la loi de programmation de 2021 et des engagements présidentiels », 27 février 2024.
2. Jeune Afrique. Tribune, Aide au développement : pourquoi la France doit éviter de donner le mauvais exemple, par 83 dirigeants d'ONG, 4 octobre 2024.
3. Coordination SUD (2025). Article en ligne, Retour sur la manifestation du collectif contre la baisse de l'APD #StopàlabaisseAPD, 17 janvier 2025.
4. Coordination SUD (2025). Rapport, Solidarité internationale : bilan de la mise en œuvre de la loi de programmation du 4 août 2021, 1er février 2025.
5. Coordination SUD. Note de position, Solidarité internationale : pour répondre aux défis mondiaux, refuser l'instrumentalisation, avril 2024.
6. Le collectif a produit une note d'argumentaire sur le narratif autour du développement pour soutenir des dynamiques de développement durable et solidaire à l'international.



© Triangle Génération Humanitaire

Distribution d'eau potable par les équipes de Triangle Génération humanitaire dans un camp de réfugiés d'Ourang au Tchad, 2024.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Défendre la préservation de l'espace humanitaire auprès des candidat·es aux élections européennes et participer à l'évaluation de l'aide humanitaire de la Commission européenne pour la période 2017-2022.



Un investissement renouvelé sur le plaidoyer humanitaire

Coordination SUD a donné une nouvelle impulsion à son plaidoyer humanitaire au niveau européen et français via la mise en place du groupe de travail (GT) Préservation de l'espace humanitaire et en projetant ses activités d'influence des trois prochaines années sur les enjeux humanitaires.



© Mathilde-Magnier-Solidarités International

Note de recommandations produite par le collectif sur la situation au Liban en amont de la conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban du 24 octobre 2024.

Au cours d'une journée d'atelier, le 4 décembre, les membres de l'espace collectif de travail Enjeux humanitaires ont dressé le bilan des activités entreprises sur la période 2022-2025 et façonné leur nouvelle feuille de route pour les trois prochaines années. Ce temps fort a permis de revenir sur une année riche en mobilisations, avec notamment la création du GT sur la préservation de l'espace humanitaire, désormais moteur du plaidoyer humanitaire du collectif.

RECOMMANDATIONS DES ONG SUR LA CRISE AU LIBAN

Coordination SUD a été sollicitée par le CESE pour recueillir et transmettre les recommandations des ONG humanitaires en vue de la Conférence internationale de soutien à la population et à la souveraineté du Liban du 24 octobre 2024. Élaborée avec les contributions de 21 ONG membres, une note de recommandations a été partagée avec le ministère de l'Europe et des Affaires étrangères et l'ambassade de France au Liban. Elle a permis d'illustrer les besoins des

populations civiles et l'action des partenaires humanitaires au Liban et dans les pays voisins. Lors d'une réunion préparatoire avec le ministre Jean-Noël Barrot, les ONG ont insisté sur l'urgence d'un cessez-le-feu, la protection des civil·es et des humanitaires, et le respect du droit international humanitaire.

Coordination SUD et ses membres humanitaires ont défendu auprès des autorités françaises le renouvellement sans limite de l'exemption humanitaire transversale aux régimes de sanctions onusiens, concernant le régime de sanction 1267 (Al-Qaïda et Daesh). Des rencontres collectives ont eu lieu avec le Centre de crise et de soutien (CDCS) et le pôle humanitaire de la sous-direction des Nations unies. Les membres y ont illustré l'utilité de cette exemption, qui leur garantit une protection contre la criminalisation de leurs activités et limite les entraves à leurs interventions, participant à nourrir la position française en faveur de son renouvellement. Ce plaidoyer s'est conclu positivement avec le renouvellement pérenne de l'exemption humanitaire pour tous les régimes de sanction des Nations unies le 6 décembre 2024.



13 juin - Soirée anniversaire des 15 ans du partenariat entre l'AFD et les OSC à l'occasion de laquelle un hommage a été rendu au secrétaire général de Reporters sans frontières, Christophe Deloire, décédé le 8 juin.



Coordination SUD renforce les liens entre le Groupe AFD et les OSC

Cette année, le dialogue avec le Groupe AFD a été plus soutenu, ouvert et riche, en particulier avec la division en charge des partenariats avec les OSC (MPN-OSC). Coordination SUD a également contribué aux réflexions sur les nouvelles orientations stratégiques de l'AFD.

L'année 2024 a été marquée par la célébration des 15 ans du partenariat entre les OSC et l'AFD à laquelle a participé notre collectif. Depuis la création de son dispositif I-OSC dédié au financement de projets à l'initiative de la société civile, l'AFD est devenue une partenaire importante pour le secteur associatif de la solidarité internationale en France et dans le monde. Cette relation n'a jamais été aussi forte : plus de 300 OSC partenaires françaises et 7 000 de droit local ont été soutenues avec près de 450 millions d'euros dédiés en 2023 !

Malgré les soubresauts politiques et budgétaires de 2024, la baisse de l'APD et une diminution du budget du dispositif I-OSC, cette tendance à la hausse du financement OSC se confirme globalement pour le groupe. En outre, l'AFD et les OSC ont fait front commun et porté chacune de leur côté leur voix pour défendre la politique de solidarité internationale, que ce soit dans les médias ou auprès des décideurs publics.

POUR UNE ORIENTATION STRATÉGIQUE DE L'AFD OUVERTE À LA SOCIÉTÉ CIVILE

Ce dialogue avec l'AFD s'est incarné par l'adoption d'une nouvelle feuille de route du côté de

l'AFD sur les relations avec les OSC. Coordination SUD et ses membres ont porté de nombreuses demandes lors des consultations dont une bonne majorité a été reprise dans le document final.

L'AFD a également acté le renouvellement de son fonds Paix et résilience (Minka) dédié au financement de projets en contexte de grande vulnérabilité. À la croisée du développement et de l'humanitaire, ces projets sont souvent menés par des OSC. Le maintien de cet instrument a répondu à la demande de Coordination SUD de pouvoir s'appuyer sur des financements pluriannuels pour mener des projets dans les zones les plus fragiles : la résilience des communautés affectées, la prévention et la sortie durable des crises en dépendent.

Contrat d'engagement et de moyens, plan d'orientation stratégique, feuilles de route sectorielles... L'AFD a adopté en 2024 de nouveaux cadres stratégiques. À chaque fois, Coordination SUD a veillé à ce que l'AFD reste ouverte à l'expertise de la société civile et les équipes de la MPN OSC ont facilité cette participation au sein de l'Agence. Le dialogue avec Expertise France et Proparco a également été relancé pour renforcer les liens avec le Groupe AFD dans son ensemble.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Développer un dialogue de confiance avec le Groupe AFD et l'ouvrir davantage aux contributions de la société civile.



© Michael Bune/ Solidarités International

Distribution des savons et des pastilles pour la décontamination de l'eau par Solidarités International, à Kersoni au nord de la ville de Koungou, Mayotte, décembre 2024.



Le combat continue pour défendre les lignes rouges des OSC auprès de l'AFD

En 2024, le groupe de travail Financements et relations bailleurs s'est mobilisé pour analyser certaines obligations contractuelles de l'AFD, jugées particulièrement lourdes et difficilement compatibles avec les principes et lignes rouges des organisations, notamment en matière de criblage.

2 024 a été la première année d'application du nouveau cadre de conformité de l'AFD à l'égard des OSC partenaires, concernant la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC-FT). Ce cadre, établi dans la fiche outil n° 10, a été adopté par le conseil d'administration de l'AFD en 2023 pour remplacer les anciennes lignes directrices annulées par le Conseil d'État en février 2023, à la suite du recours de Coordination SUD et de sept organisations membres.

UNE ANNÉE D'ÉCHANGES ET DE MISE EN COMMUN

Malgré la reprise de nombreux éléments hérités des lignes directrices initiales, notamment à l'égard des obligations de criblage, les organisations ont décidé de se plier aux exigences et de se conformer aux obligations prescrites par la fiche outil n° 10. Ce dispositif a cependant entraîné des coûts d'entrée élevés pour les organisations devant fournir plusieurs documents cadres sur les mécanismes de diligence et de gestion des risques liés à leurs politiques de LBC-FT. Un premier travail collaboratif a permis de partager les politiques

déjà élaborées par certaines organisations, facilitant ainsi la rédaction de ces documents pour celles qui n'avaient pas de mécanismes formalisés.

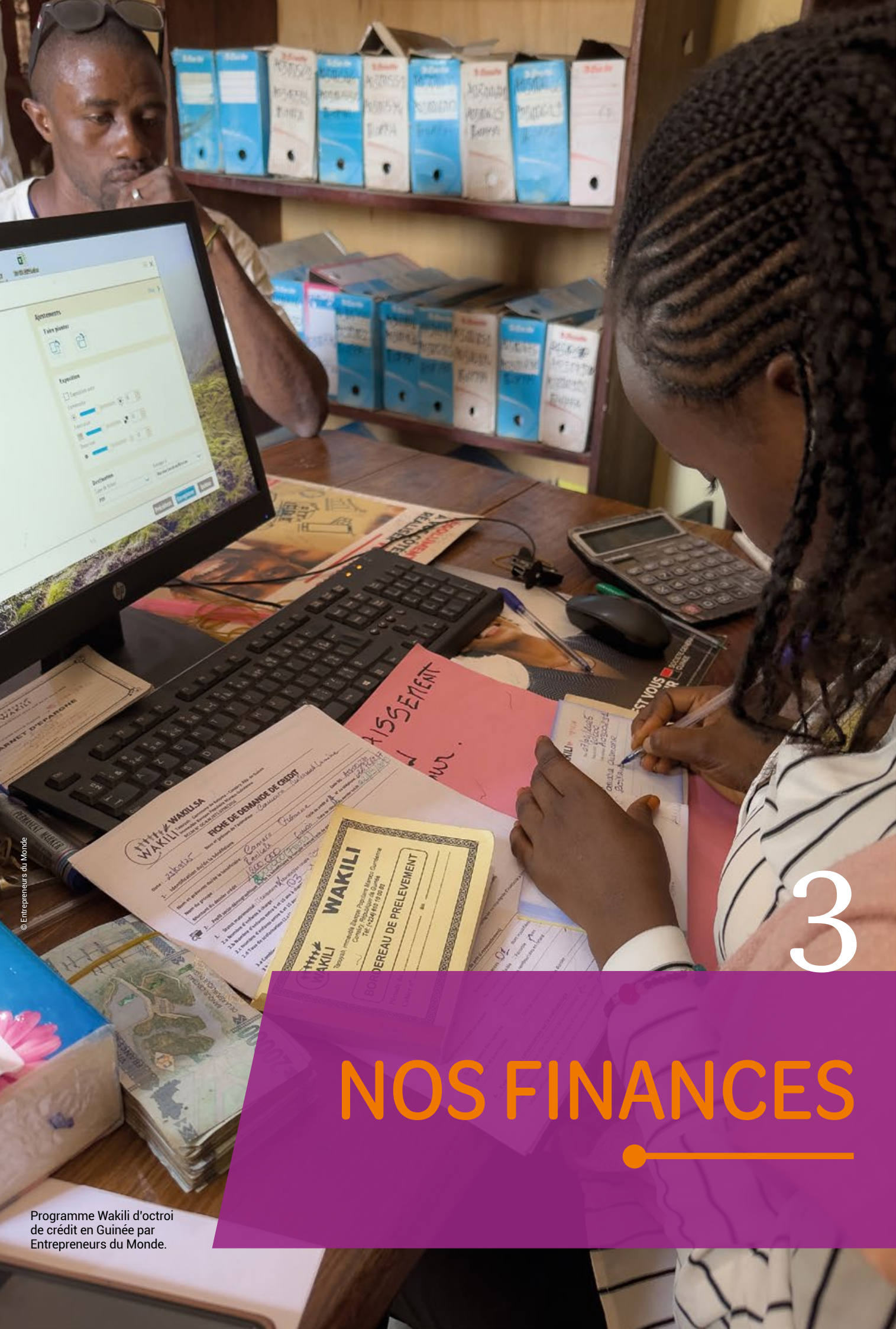
RELEVER LES INCOHÉRENCES D'APPLICATION ET PROPOSER DES SOLUTIONS

En début 2024, le collectif a alerté l'AFD sur les difficultés de mise en œuvre du dispositif, notamment l'absence d'approche par les risques et la persistance de contraintes de criblage des bénéficiaires finaux, une ligne rouge pour nos organisations. Les discussions au sein du groupe de travail Financements et relations bailleurs ont permis d'identifier les difficultés d'application et les inégalités de traitement entre organisations. À la fin de l'année, dix recommandations ont été élaborées pour améliorer le dispositif, et transmises à l'AFD et à son conseil d'administration en vue d'un retour sur expérience prévu pour 2025. Il est apparu que le dispositif, mis en place par un cabinet d'audit et le service conformité de l'AFD, générait des variations dans les exigences, ne respectait pas toujours les lignes rouges des organisations et entraînait une charge de travail ainsi que des risques juridiques importants.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Renouer le dialogue avec le Service Conformité de l'AFD et porter nos 10 demandes d'amélioration des procédures LBC-FT.



3

NOS FINANCES

Programme Wakili d'octroi
de crédit en Guinée par
Entrepreneurs du Monde.

Le mot de la trésorière



L'année 2024 présente un volume d'activités de 2,76 millions € et un résultat excédentaire de 80 318 €. Cette année correspond à la deuxième année du projet d'intérêt général 2023-2025 financé par l'Agence française de développement (AFD).

EMPLOIS

Les emplois (2 763K€), valorisations comprises, sont en hausse comparé à 2023, ce qui s'explique par le fait que 2023 était le début du triennal marqué par une signature tardive de la convention avec l'AFD. Cela représente une consommation de 103% du budget voté pour 2024.

Ces emplois se répartissent entre ressources humaines (47 %), dépenses d'activité (42 %) et frais généraux (11 %) ; les dépenses d'activités incluent les valorisations (13 % du total des emplois).

76 % des dépenses d'activités de l'année, valorisations comprises, concernent le projet IG-AFD dont la moitié est liée aux activités FRIO. Pour précision, le FRIO représente 13 % du total des emplois.

À côté des activités d'appui et de renforcement (48 % du total des emplois, incluant les formations, le FRIO, etc.) se trouvent les activités liées à la vie associative et aux études & prospective de l'OngLAB (4 %) et à celles d'analyse et de plaidoyer (10 %). À noter que près de 80% de l'appui aux ONG s'est fait via le dispositif FRIO ; les formations représentant 20 % de l'appui en volume financier.

Enfin, la célébration des 30 ans s'est réalisée sur fonds propres sans dépassements budgétaires.

RESSOURCES

Les ressources (2 843K€) sont en forte hausse comparées au niveau de 2023 (+649K€) et supérieures au budget voté pour 2024, ce qui est essentiellement dû à une sous consommation du budget du projet IG en première année du triennal avec un report en fonds dédiés et à un soutien renforcé de la Fondation de France.

Les ressources propres (cotisations, formations, espace prestataire et emploi) sont en hausse, comme les valorisations liées au FRIO.

L'année 2024 est marquée par une progression des cotisations (+20K€, soit + 6%) liée à l'adhésion de nouveaux membres et au passage de certains dans une tranche supérieure.

L'ensemble des ressources propres de Coordination SUD, réparti entre cotisations et recettes d'activité, représente un peu plus de 22 % des ressources totales, hors valorisations.

COMPTE DE RÉSULTAT

En 2024, les produits s'élèvent à 2 792 250 € et les charges à 2 711 932 €. Il se dégage donc un résultat excédentaire à hauteur de 80 318 € pour l'exercice 2024.

BILAN

Le volume du bilan 2024 s'élève à 2 209 840 €, en baisse par rapport à son niveau de 2023. Ce volume s'explique par des différentiels de trésorerie entre les années, dus aux versements anticipés de l'AFD. En effet, pour rappel, les subventions de l'AFD sont inscrites au passif du bilan en tant que produit constaté d'avance ; la consommation progressive d'année en année diminuant d'autant le passif du bilan, sur la durée du triennal.

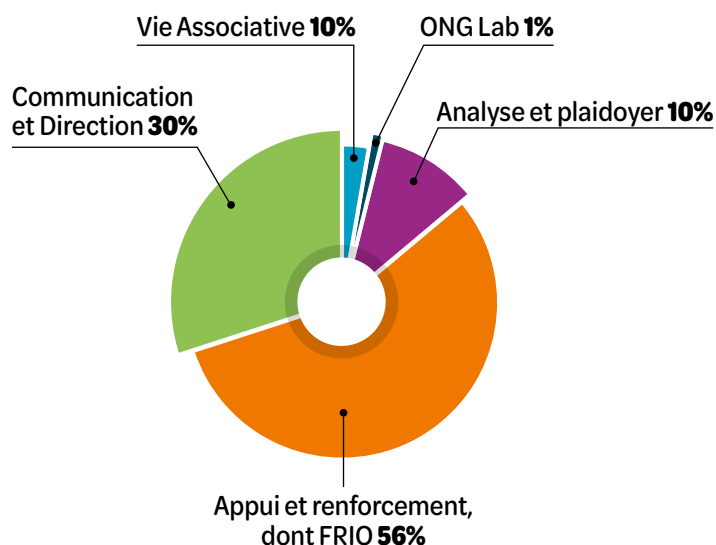
AFFECTATION DU RÉSULTAT

Il est proposé à l'Assemblée Générale d'affecter le résultat positif de 2024 aux fonds propres associatifs en report à nouveau, qui atteindront alors à 402 542 €.

Malgré la forte hausse, ce niveau de fonds propres est en deçà du montant estimé sécurisant, équivalent à 6 mois de masse salariale ou encore 4 mois de fonctionnement (salaires + charges de structure). Il convient donc de continuer sur cette trajectoire dans les années futures afin de se rapprocher du niveau souhaité entre 500 et 600 K€.

Catherine Giboin,
Trésorière Coordination SUD

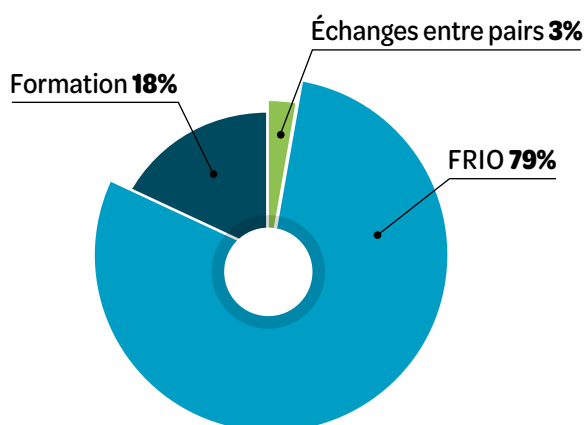
RÉPARTITION DES DÉPENSES D'ACTIVITÉ PAR SECTEUR EN % DE DÉPENSES D'ACTIVITÉ



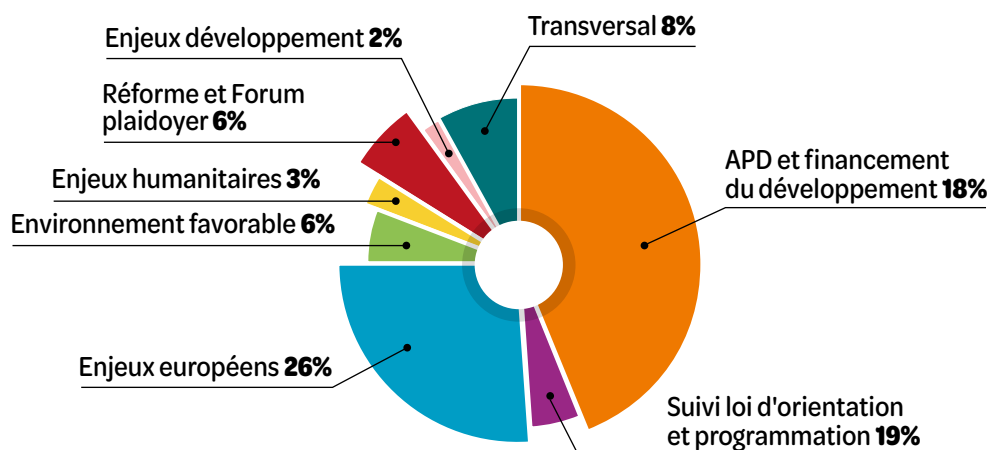
© AGIRabcd

Formation en pâtisserie
à Kampala (Ouganda) par
l'association AGIRabcd.

RÉPARTITION DES DÉPENSES D'ACTIVITÉS APPUI ET RENFORCEMENT DES ONG



RÉPARTITION DES DÉPENSES D'ACTIVITÉS ANALYSE ET PLAIDOYER



COMPTE EMPLOIS-RESSOURCES Budget Coordination SUD

EMPLOIS EN €	COORDINATION SUD		
	2022	2023	2024
Subventions accordées	187 830 €	173 252 €	350 635 €
Dépenses d'activités	604 264 €	228 303 €	452 232 €
Salaires charges et accessoires de salaires	1 174 247 €	1 171 238 €	1 287 042 €
Frais généraux	250 173 €	334 283 €	303 782 €
Total emplois hors valorisation	2 216 514 €	1 907 075 €	2 393 690 €
Total valorisation	309 901 €	289 444 €	369 623 €
TOTAL EMPLOIS	2 526 414 €	2 196 519 €	2 763 313 €

RESSOURCES EN €	COORDINATION SUD		
	2022	2023	2024
Subventions publiques	1 656 235 €	1 293 518 €	1 710 489 €
Subventions privées	150 000 €	126 214 €	123 685 €
Cotisations des membres	311 987 €	326 756 €	346 180 €
Autres ressources (formation, offres d'emploi, contributions, etc.)	134 990 €	158 303 €	293 654 €
Total ressources hors valorisation	2 253 212 €	1 904 790 €	2 474 008 €
Total valorisation	309 901 €	289 444 €	369 623 €
TOTAL RESSOURCES	2 563 113 €	2 194 233 €	2 843 631 €
Résultat de l'exercice	36 698 €	-2 286 €	80 318 €

CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES	2022	2023	2024
Rétrocessions (FRIO)	75 656 €	82 148 €	201 816 €
Prestations en nature	80 784 €	106 066 €	53 159 €
Bénévolat	153 461 €	101 230 €	114 649 €
TOTAL PRODUITS	309 901 €	289 444 €	369 623 €
Rétrocessions (FRIO)	75 656 €	82 148 €	201 816 €
Prestations en nature	80 784 €	106 066 €	53 159 €
Bénévolat	153 461 €	101 230 €	114 649 €
TOTAL CHARGES	309 901 €	289 444 €	369 623 €

BILAN

ACTIF	2023 NET	2024 NET
IMMOBILISATIONS INCORPORELLES		
Concessions, brevets et droits similaires		
IMMOBILISATIONS CORPORELLES		
Autres immobilisations corporelles	39 982 €	38 613 €
IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES		
Autres titres immobilisés	763 €	1 540 €
Autres immobilisations financières	25 864 €	26 817 €
ACTIF IMMOBILISÉ TOTAL	66 609 €	66 971 €
CRÉANCES		
Créances usagers et comptes rattachés	32 238 €	24 592 €
Autres créances	1 855 550 €	43 275 €
Disponibilités	1 650 982 €	2 017 579 €
Charges constatées d'avance	42 295 €	57 424 €
ACTIF CIRCULANT TOTAL	3 581 065 €	2 142 869 €
TOTAL GÉNÉRAL	3 647 674 €	2 209 840 €

PASSIF	2023 NET	2024 NET
FONDS PROPRES		
Autres réserves	15 000 €	15 000 €
Report à nouveau	309 510 €	307 224 €
RÉSULTAT DE L'EXERCICE	-2 286 €	80 318 €
FONDS PROPRES TOTAL 1	322 224 €	402 542 €
Fonds dédiés	293 199 €	6 722 €
FONDS DÉDIÉS TOTAL 2	293 199 €	6 722 €
Provisions pour risques	75 739 €	22 180 €
Provisions pour charges		
PROVISIONS TOTAL 3	75 739 €	22 180 €
Emprunts et dettes financières divers	6 744 €	6 744 €
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	114 868 €	90 737 €
Dettes fiscales et sociales	139 212 €	203 677 €
Autres dettes	107 057 €	111 406 €
Produits constatés d'avance	2 588 631 €	1 365 831 €
DETTES TOTAL 4	2 956 512 €	1 778 396 €
TOTAL GÉNÉRAL	3 647 674 €	2 209 840 €

COMPTE DE RÉSULTAT

	2023	2024
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Cotisations	326 756 €	355 305 €
Production vendue de biens et services	144 161 €	158 898 €
Subventions d'exploitation	1 585 491 €	1 418 753 €
Reprises sur amortissements et provisions, transferts de charges	311 516 €	436 280 €
Utilisations des fonds dédiés	17 440 €	293 199 €
Autres produits	118 861 €	123 392 €
TOTAL 1	2 504 224 €	2 785 827 €
CHARGES D'EXPLOITATION		
Autres achats et charges externes	777 975 €	1 044 747 €
Aides financières	173 259 €	362 635 €
Impôts, taxes et versements assimilés	72 561 €	78 695 €
Salaires et traitements	784 089 €	844 080 €
Charges sociales	326 865 €	359 123 €
Dotation aux amortissements sur immobilisations	15 763 €	13 494 €
Dotation aux provisions	59 669 €	0 €
Reports en fonds dédiés	293 199 €	6 722 €
Autres charges	5 004 €	2 982 €
TOTAL 2	2 508 385 €	2 712 478 €
RÉSULTAT D'EXPLOITATION	-4 160 €	73 349 €
PRODUITS FINANCIERS		
Autres intérêts et produits assimilés	2 275 €	6 423 €
Différences négatives de change		
TOTAL 3	2 275 €	6 423 €
CHARGES FINANCIÈRES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Différences négatives de change		
TOTAL 4	0 €	0 €
RÉSULTAT FINANCIER	2 275 €	6 423 €
RÉSULTAT COURANT	-1 885 €	79 772 €
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Produits exceptionnels sur opérations de gestion		
Reprises sur provisions et transferts de charges		
TOTAL 5	0 €	0 €
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	401 €	-546 €
Charges exceptionnelles sur opérations de capital		
TOTAL 6	401 €	-546 €
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL	-401 €	546 €
TOTAL DES PRODUITS	2 506 500 €	2 792 250 €
TOTAL DES CHARGES	2 508 786 €	2 711 932 €
EXCÉDENT OU DÉFICIT	-2 286 €	80 318 €



© Essor ONG

Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale (ECSI) par l'ONG ESSOR, Fresque du climat junior, Marcq-en-Baroeul, France, 2024.

Une stratégie RH structurée pour **fidéliser, faire évoluer et protéger**

En 2024, Coordination SUD s'est dotée pour la première fois d'une stratégie RH complète, conjuguant transparence, parcours professionnel et protection des salarié·es.

En 2024, Coordination SUD a franchi une étape essentielle en formalisant pour la première fois une stratégie en matière de ressources humaines. Ce document de référence réunit et articule des éléments jusqu'alors épars, en les inscrivant dans une vision cohérente au service de l'humain et de l'engagement collectif.

Fruit d'un travail collaboratif, cette stratégie vise à offrir un cadre structurant et évolutif à l'ensemble de l'équipe salariée. Elle propose une politique salariale claire, fondée sur une grille de rémunération transparente et progressive, afin de mieux reconnaître les compétences et fidéliser les talents. Le travail mené permet à chacun et chacune de se situer dans un système lisible, et contribue à créer des conditions propices à l'engagement dans la durée.

La stratégie RH intègre également une approche ambitieuse du parcours professionnel. L'objectif est d'offrir aux salarié·es des perspectives sur cinq ans, avec des possibilités d'évolution, de mobilité interne, ou d'accompagnement vers de nouvelles responsabilités dans d'autres

structures du secteur. Coordination SUD entend ainsi valoriser l'expérience acquise en son sein comme tremplin professionnel, tout en renforçant la stabilité de ses équipes.

Une sensibilisation aux RPS a été réalisée, une médiation a été sollicitée à l'Institut Français de Justice Restaurative. Cette politique repose aussi sur une attention constante à la qualité de vie au travail. Des enquêtes internes régulières sont organisées tous les deux mois pour recueillir la parole des salarié·es, identifier les signaux faibles et ajuster les pratiques managériales. La stratégie RH favorise un environnement respectueux, inclusif et stimulant, et encourage la diversité des profils, d'âges et de parcours.

FOCUS - UN MÉCANISME D'ALERTE FONDÉ SUR LES VALEURS

Parce que le respect de la dignité humaine est au cœur de ses engagements, Coordination SUD a mis en place un mécanisme d'alerte interne accessible à toute personne du secrétariat exécutif. Il permet de signaler tout comportement sexiste, discriminatoire, violent ou harcelant, qu'il soit subi ou observé. Le dispositif, conforme à la Convention 190 de l'OIT, garantit confidentialité, impartialité et prise en charge rapide. Il repose sur une charte éthique exigeante, un comité d'alerte formé et une procédure documentée, qui place la protection des personnes au centre de l'action. Ce système incarne l'engagement de Coordination SUD à prévenir les violences au travail, à promouvoir une culture de respect et à agir en responsabilité.



LE COMBAT DE L'ANNÉE 2024

Développer une attention constante à la qualité de vie au travail.



4

ANNEXES

Activités pédagogiques
menées par STEA, partenaire
d'Action Éducation, à
destination d'enfants
vivant en habitat précaire
(Satu Mare, Roumanie).

ANNEXE 1

LISTE DES MEMBRES DE COORDINATION SUD

Novembre 2024

183 organisations membres
165 membres actifs et 18 membres associés

Les organisations membres associées sont indiquées en violet.

62 ORGANISATIONS ADHÉRENTES DIRECTES

Action Contre la Faim
Action Santé Mondiale (GHA)
AgirAbcd
Agir ensemble - Safe water cube
Aides
ASAH
Batik International
Bibliothèques Sans Frontières
CARE France
CCFD - Terre Solidaire
Centre Primo Lévi
Coalition Plus
Comité Français pour la Solidarité Internationale (CFSI)
Commerce Équitable France
Élevages Sans Frontières
Entraide Médicale Internationale (EMI)
Empow'Her
Engagé-e-s et Déterminé-e-s (E&D)
Ensemble Contre la peine de Mort (ECPM)
Entraide Médicale Internationale (EMI)
Équilibres et Populations
Experts-Solidaire
FIDH
Fondation Abbé Pierre
Fondation Énergies pour le Monde
Fondation GoodPlanet
Fondation WWF France
Groupe URD
Habitat-Cité
Helen Keller Europe
ICOSI (ADER-RIED)
Institut Belleville
Internews International
Initiatives et Changement
IRIS
Kynarou
L'Appel
Le Planning Familial
Les Puits du Désert
Life Project 4 Youth
Madera
Medair

Médecins du Monde
Observatoire Pharos
Organisation pour la prévention de la cécité (OPC)
Par le monde
Réseau Euromed France (REF)
Samusocial International
Secours Populaire Français
Sidaction
Solidarité Laïque
Solidarité Sida
Terre des hommes
Terre & Humanisme
Tetraktys
Touiza Solidarité
Transparency International France
Union Nationale des Maisons Familiales Rurales
d'Éducation et d'Orientation
UrbaMonde
WECF France
Yes Akadémia
Zebunet

48 CHD - COORDINATION HUMANITAIRE ET DÉVELOPPEMENT

Acted
Acting for Life
Action Éducation
Alima
Aide Médicale et Développement (AMD)
Amref Flying Doctors
Antenna Technologies France
Apiflordev
Apprentis d'Auteuil
Asmae - Association sœur Emmanuelle
Aviation Sans Frontières
Clowns Sans Frontières France
Ecpat France
Électriciens sans Frontières
EliseCare
Enfants d'Asie
Entrepreneurs du Monde
Fert
Fondation Plan International France
Futur au Présent

Guilde Européenne du Raid
 Hamap-Humanitaire
 Humatem
 Institut Européen de Coopération et de Développement (IECD)
 Institut Bioforce
 Ircorn
 La Chaîne de l'Espoir
 La Voûte Nubienne
 Les Amis des Enfants du Monde
 LIFE
 L'Œuvre d'Orient
 Ordre de Malte France
 Partage
 Peuples et Montagnes du Mékong
 Planète Enfants & Développement
 Première Urgence Internationale (PUI)
 Rééducateurs solidaires
 Résonances Humanitaires
 Santé Sud
 Secours Islamique France
 Sipar
 Solidarités International
 SOS Villages d'Enfants
 Sourires d'Enfants
 Triangle Génération Humanitaire
 Un Enfant par la Main
 Vision du Monde

11 CLONG-VOLONTARIAT

AIME
 ATD Quart Monde
 Délégation Catholique pour la Coopération (DCC)
 Defap
 Douleurs sans frontières
 Fidesco (Organisation catholique de Coopération Internationale)
 GREF
 Handicap International - Humanité & Inclusion
 Ifaid Aquitaine
 Service de Coopération au Développement (SCD)

7 CNAJEP - COMITÉ NATIONAL DES ASSOCIATIONS DE JEUNESSE ET D'ÉDUCATION POPULAIRE

Alliance Nationale des YMCA de France
 EEDF (Eclaireuses et Eclaireurs de France)
 EEUDF (Eclaireuses et Eclaireurs Unionistes de France)
 Fédération Léo Lagrange
 Les CEMEA
 Scouts et Guides de France

17 CRID - CENTRE DE RECHERCHE ET D'INFORMATION POUR LE DÉVELOPPEMENT

ActionAid France - Peuples Solidaires
 AGIRabod
 Agter
 Aide Odontologique Internationale (AOI)
 Centre d'Actions et de Réalisations Internationales (CARI)
 Comité Catholique contre la Faim et pour le Développement
 CCFD-Terre Solidaire
 Fédération Artisans du Monde

France Libertés - Fondation Danielle Mitterrand
 Frères des Hommes
 Ingénieurs sans Frontières
 Max Havelaar
 Oxfam France
 Ritimo
 Secours Catholique-Caritas France
 Sherpa
 SOL - Alternatives Agroécologiques et Solidaires

22 FORIM - FORUM DES ORGANISATIONS DE SOLIDARITÉ INTERNATIONALE ISSUES DES MIGRATIONS

Association des Jeunes Guinéens de France (AJGF)
 Association des Marocains de France (AMF)
 Coordination des Associations Guinéennes de France (CAGF)
 Collectif des associations ghanéennes de France (Caghef)
 Conseil des Béninois de France (CBF)
 Cosim Auvergne Rhône Alpes
 Cosim Bretagne
 Cosim Nouvelle-Aquitaine
 Cosim Occitanie Méditerranée
 Cosim Occitanie-Pyrénées
 Comité de Suivi du Symposium des Sénégalais de l'Extérieur (CSSSE)
 Femmes et Contributions au Développement (Fecodev)
 Haut Conseil des Maliens de France (HCMF)
 Migrations & Développement
 Organisation des femmes africaines de la diaspora (Ofad)
 Plateforme des associations congolaises de France (Pacof)
 Plateforme des associations franco-haïtiennes (Pafha)
 Réseau des Associations Mauritanienues en Europe (Rame)
 RéCoSol France Europe Afrique
 Union des associations burkinabè de France (UABF)
 Union des femmes comoriennes de France (UFCF)

16 GI - GROUPE INITIATIVES

Agrisud International
 Apdra Pisciculture Paysanne
 Agronomes et Vétérinaires sans Frontières (AVSF)
 CRAterre
 Ciedel
 Essor
 Groupe Énergies Renouvelables, Environnement et Solidarités (GERES)
 Grdr Migration-Citoyenneté-Développement
 Gret - Professionnels du développement solidaire
 Initiative Développement
 Inter Aide
 Institut de Recherches et d'Applications des Méthodes de Développement (Iram)
 Le Partenariat
 SEVES
 Solthis

183 membres

ANNEXE 2

SIGLES & ABRÉVIATIONS

AADH	Alliance des avocats pour les droits de l'Homme
AFD	Agence française de développement
AG	Assemblée générale
AMI	Appel à manifestation d'intention de projets
APD	Aide publique au développement
ASI	Association de solidarité internationale
BAFR	Bulletin sur les actualités des financements et des ressources
C2A	Commission Agriculture et alimentation (Coordination SUD)
CA	Conseil d'administration
CCD	Commission Climat et développement (Coordination SUD)
CDCS	Centre de crise et de soutien (MEAE)
CESE	Conseil économique social et environnemental
CFP	Cadre financier pluriannuel (UE)
CGDD	Commissariat général au développement durable
CHD	Coordination Humanitaire et Développement
CIT	Cadre d'intervention transversal (AFD)
CIS	Cadre d'intervention sectoriel (AFD)
CNSDI	Conseil national du développement et de la solidarité internationale (MEAE)
CNH	Conférence nationale humanitaire
CONCORD	Confédération européenne des ONG d'urgence et de développement
COFRI	Commission Financement et renforcement institutionnel (Coordination SUD)
COP	Conférence des parties (convention-cadre des Nations unies contre les changements climatiques)
COS	Comité d'orientation stratégique
CSA	Comité pour la sécurité alimentaire (FAO)
CSE	Comité social et économique (instance représentative du personnel)
DOE	Direction des opérations (AFD)
DOS	Document d'orientation stratégique
DEVCO	Direction générale Développement et coopération (UE)
DIH	Droit international humanitaire
DPA-OSC	Département du partenariat avec les organisations de la société civile (AFD)
DGM-CIV	Délégation pour les relations avec la société civile et les partenariats du ministère de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE)
ECSI	Éducation à la citoyenneté et à la solidarité internationale
ETP	Emploi équivalent temps-plein
FAO	Food and Agriculture Organization
FISONG	Facilité d'innovation sectorielle pour les ONG (AFD)
FORUS	Forum international des plateformes nationales d'ONG, devenu Forus en septembre 2018

FPHN	Forum politique de haut niveau
FRIO	Fonds de renforcement institutionnel et organisationnel (Coordination SUD)
FSOF	Fonds de soutien aux organisations féministes
FUH	Fonds d'urgence humanitaire (MEAE)
GCH	Groupe de concertation humanitaire (MEAE)
GIEC	Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat
GISA	Groupe interministériel sur la sécurité alimentaire
HCEfh	Haut conseil à l'égalité femmes-hommes
I-OSC	Dispositif Initiatives OSC (AFD)
IDDR	Institut du développement durable et des relations internationales
IRIS	Institut de relations internationales et stratégiques
JSI	Commission Jeunesse et solidarité internationale (Coordination SUD)
LBC-FT	Lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme
LOP-DSLIM	Loi d'orientation et de programmation relative à la politique de développement et de solidarité internationale
MADAC	Modèle d'autodiagnostic et d'amélioration continue
MEAE	Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères
MTECT	Ministère de la transition écologique et de la cohésion des territoires
NEXUS	Lien urgence-développement
NIONG	Note d'initiative ONG
OCDE	Organisation de coopération et de développement économique
ODD	Objectifs de développement durable
ONGLAB	Fonction d'observation de Coordination SUD
OSI	Organisation de solidarité internationale
OSC	Organisation de la société civile
PAC	Politique agricole commune (UE)
PAMOC	Programme d'appui à la mobilisation des ONG sur le climat
PFUE	Présidence française du Conseil de l'Union européenne
PLF	Projet de loi de finances
PSEA	Protection contre l'exploitation et les abus sexuels
RAC-F	Réseau Action Climat
RLH	Réseau logistique humanitaire
RNB	Revenu national brut
RNV	Revue nationale volontaire
RSO	Responsabilité sociétale des organisations
RPS	Risques psychosociaux
RRMA	Réseaux régionaux multi-acteurs
RSS	Renforcement des systèmes de santé
SDSN	Sustainable development solutions network
SHRF	Stratégie humanitaire de la République française
TTF	Taxe sur les transactions financières
VOICE	Voluntary Organisations in Cooperation in Emergencies

Coordination SUD remercie les partenaires qui l'ont soutenue en 2024

En partenariat
avec



L'Agence française de développement

Le groupe Agence française de développement (AFD) contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Climat, biodiversité, paix, éducation, urbanisme, santé, gouvernance... Ses équipes sont engagées dans 3 600 projets à fort impact social et environnemental dans les Outre-mer français et plus de 160 pays. Elles contribuent ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD).

>>> www.afd.fr



La Fondation de France

Chaque jour, et depuis plus de 50 ans, la Fondation de France accompagne et transforme les envies d'agir en actions d'intérêt général efficaces.

Premier réseau de philanthropie en France, la Fondation de France réunit donateurs, fondateurs, bénévoles et porteurs de projet sur tous les territoires. Sa valeur ajoutée : aider chacun à agir le plus efficacement possible dans les domaines d'intérêt général qui lui tiennent à cœur. Avec l'ambition de construire des solutions utiles, concrètes et durables qui font avancer la société.

>>> www.fondationdefrance.org

Coordination SUD remercie également toutes les organisations membres qui ont contribué à ce rapport en mettant à disposition des visuels de leurs activités : Action éducation, AGIRabcd, Amref Health Africa, Asmae – Association Sœur Emmanuelle, Bibliothèques sans frontières, Coalition Plus, Électriciens sans frontières, Entrepreneurs du monde, ESSOR, ID – Initiative Développement, Le Partenariat-Centre Gaia, LIFE ONG, Plan International France, Secours islamique France, Solidarités International, Triangle Génération Humanitaire, Un enfant par la main.

DIRECTEUR DE PUBLICATION

Jérôme Fauré, Coordination SUD

COORDINATION RÉDACTIONNELLE

Marie-Pierre Liénard, Coordination SUD

RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Secrétariat exécutif de Coordination SUD

CRÉATION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE

Benjamin Madelainne

IMPRESSION

SIPAP Oudin

CRÉDIT PHOTO COUVERTURE

© Dana Tentea - Coordination SUD

Juin 2025



Rassembler et agir **pour la solidarité internationale**

COORDINATION SUD

14, passage Dubail - 75010 Paris

Tél. 01 44 72 93 72

sud@coordinationsud.org

www.coordinationsud.org

 Coordination SUD |  @coordinationsud

 Coordination SUD |  Coordination SUD

 @coordinationsud.bsky.social